



L'EVRAS dans tous ses états

SALON DES 24 ET 25 NOVEMBRE 2016

FLCPF | CEDIF | Octobre 2017

Table des matières

Mot d'ouverture	4
L'EVRAS POUR TOUS - jeudi 24 novembre 2016	
L'EVRAS à l'école	
De la libération sexuelle à la généralisation de l'EVRAS	6
Les écoles face à l'EVRAS : ressources et besoins	13
L'EVRAS : autres lieux, autres temps	
Le Point de vue des acteurs – Table ronde	20
École Plein Air	20
SPSE de la Ville de Bruxelles.....	24
Fédération des associations de parents de l'enseignement officiel (fAPEO).....	26
Centre de planning familial de Watermael-Boitsfort	28
L'EVRAS au-delà du cadre scolaire – Table ronde.....	31
Soutien à la parentalité	31
Services d'aide à la jeunesse.....	34
Services pour personnes handicapées	36
Services de soutien aux réfugiés	40
Maisons de retraite et sexualité des seniors.....	43
L'EVRAS EN PRATIQUE - vendredi 25 novembre 2016	
Mot d'ouverture de la FLCPF.....	48
Mot d'ouverture de Mme la Ministre Céline FREMAULT	50
Diversité des acteurs et qualité de l'action	
Quelle formation pour les acteurs de l'EVRAS ? L'exemple français.....	53
La formation en Belgique : diversité et complémentarité de l'offre – Table ronde.....	60
Fédération laïque de Centres de Planning Familial (FLCPF)	60
Plate-Forme Prévention Sida	63
Alter Visio.....	64
La concertation des acteurs, une garantie de qualité ? – Table ronde.....	68
Institut Pierre Paulus	68
École Saints-Jean et Nicolas.....	71
Point d'appui Evras	74
EVRAS dans l'enseignement spécialisé	75

L'EVRAS pour tous

Jeudi 24 novembre 2016

Modératrice : Florence HAINAUT, journaliste

Ces textes sont issus de la retranscription des interventions orales des auteurs. Les éventuelles erreurs sont de la responsabilité de l'éditeur.

Mot d'ouverture

Gaëtan DE LAEVER, directeur de la Fédération Laïque de Centres de Planning Familial

Tout d'abord, permettez-moi, en ma qualité de directeur et au nom de la Fédération laïque de centres de planning familial, de vous souhaiter la bienvenue au salon « L'EVRAS dans tous ses états ». Nous vous remercions pour votre présence très nombreuse qui démontre l'intérêt porté à ce sujet et à cet événement. Nous remercions également les très nombreux partenaires présents à ce salon, en particulier le CBPS, le GAMS, la Fédération des centres pluralistes de planning familial et la Plate-Forme Prévention Sida qui nous ont assistés dans l'organisation de cet événement. Merci enfin à Mme la ministre Céline Fremault sans qui ce salon n'aurait pu voir le jour.

Comme le titre de ces deux journées l'indique, notre souhait est de mettre en lumière la diversité et la complexité de l'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle, tant au niveau des acteurs que des pratiques. L'EVRAS est une éducation continue qui se dispense et se reçoit à plusieurs moments de la vie et en différents lieux. L'objectif de ce salon est d'illustrer les multiples facettes d'une même réalité.

L'école est depuis plusieurs années l'un des lieux majeurs où s'enseigne l'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle. Depuis l'inscription de l'EVRAS dans leurs missions obligatoires, les établissements scolaires développent des projets pédagogiques pour permettre aux jeunes de se questionner sur leur vie affective et sexuelle. Que ce soit dans un atelier, lors d'une séance d'animation ou d'un projet à plus long terme, accompagné d'un centre PMS, d'un centre de planning familial, d'un centre de promotion de la santé, d'une association, ou simplement de leur équipe éducative, les élèves doivent y trouver des éléments de réponses.

Cette inscription, qui date de 2012, a été suivie, un an plus tard, d'un protocole d'accord destiné à généraliser l'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle dans l'enseignement obligatoire. Signé par la ministre de l'Enseignement obligatoire et la ministre de la Santé de la Fédération Wallonie-Bruxelles, le ministre de l'Action sociale et de la famille de la Commission communautaire française, ainsi que par la ministre de la Santé et de l'Action sociale de la Région wallonne, ce protocole entend offrir à tous les élèves des informations et des animations tout au long de leur scolarité.

Quelques années après l'adoption de cette politique d'action sociale et de santé, ce salon est l'occasion de faire ensemble – acteurs associatifs, politiques, scolaires et familiaux – le point sur la situation. Le défi est-il relevé ? Les moyens nécessaires sont-ils suffisants ? Quels sont les besoins et les ressources des différents acteurs impliqués ? Au-delà de ces questions, ce salon est aussi une opportunité pour partager nos expériences, nos pratiques et nos bonnes idées pour mener à bien ensemble ce projet de société, durant les divers moments d'échanges qui vous sont proposés : conférences, ateliers, stands, tables rondes, ...

En dehors du cadre scolaire, l'apprentissage à la vie affective et sexuelle se joue également dans d'autres lieux et se poursuit à l'âge adulte. Ces deux journées sont aussi

l'occasion de s'intéresser aux rôles et aux missions des institutions, associations et services de promotion de la santé pour répondre le mieux possible aux besoins de l'ensemble de la population.

Avec le recueil de données Jade, nous disposons aujourd'hui, pour Bruxelles, d'informations quantitatives sur le nombre d'élèves concernés et d'écoles impliquées, et espérons bénéficier bientôt des mêmes informations pour la Wallonie.

Si ces données quantitatives sont importantes et nécessaires, l'enjeu est également d'assurer la qualité de l'EVRAS. C'est pourquoi nous souhaitons voir aboutir le projet de labellisation des opérateurs. Même si, à nos yeux, le texte initial visant à instaurer ce label doit être peaufiné voire amendé, c'est une étape décisive pour faire progresser la qualité de l'EVRAS en Belgique francophone. Ce label poursuit plusieurs objectifs : rassurer les établissements scolaires sur la fiabilité des informations données, garantir aux acteurs eux-mêmes la possibilité d'aborder l'ensemble des facettes de cette éducation ; exiger une formation de base minimale en matière de connaissances scientifiques, médicales, sociétales, culturelles et de compétences pédagogiques et, enfin, garantir aux animateurs une formation continue dans un monde où la science ne cesse d'évoluer. Vous l'aurez compris, nous sommes convaincus que ce label renforcera et garantira la qualité des animations.

Au-delà de toutes ces questions, ce salon a pour objectif majeur de donner une visibilité à l'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle, et à son intérêt pour la société. Encore méconnue ou mésestimée, elle ne bénéficie malheureusement pas à l'heure actuelle de toute l'attention et des ressources nécessaires à sa bonne mise en œuvre. Nous espérons néanmoins que cette dynamique, instaurée depuis plusieurs années à Bruxelles et amplifiée encore ces derniers mois, convaincra l'ensemble des régions d'agir dans le même sens.

J'aimerais terminer par quelques remerciements parce que ce type d'événement représente un investissement important. En tant que directeur, je me retrouve à l'avant-scène mais, derrière moi, il y a toute une équipe que je tiens à remercier.

Je vous souhaite une belle journée, riche en réflexions et en informations utiles pour votre travail quotidien.

L'EVRAS à l'école

De la libération sexuelle à la généralisation de l'EVRAS

*Fabienne BLOC, psychothérapeute et animatrice au Centre de planning familial
Le CAFRA*

*Valérie PIETTE, professeure d'histoire contemporaine à l'Université libre de
Bruxelles¹*

Nous allons revenir sur l'histoire de l'éducation à la sexualité mais aussi sur l'histoire de la ou des sexualités. Composante essentielle de notre identité, la sexualité fascine, énerve, dérange. Elle provoque encore et toujours les foudres des réactionnaires et des plus conservateurs. L'actualité nous le rappelle quotidiennement, il suffit de se tourner vers nos voisins pour l'instant. Analysée, surveillée, cadenassée, discutée, libérée, la sexualité ne laisse personne indifférent. Pourtant, elle est naturelle ; la sexualité est intrinsèque à notre psyché et nécessaire à la survie de notre espèce mais aussi, et surtout, à la qualité de notre vie et de notre épanouissement.

Aujourd'hui, les usages contemporains du sexe font l'objet d'incessants débats et inquiétudes. Si la sexualité semble actuellement et à première vue allégée de son fardeau moral, elle ne cesse d'alimenter les débats, de susciter la polémique, d'être analysée, problématisée et jugée. Le sexe fait partie des apprentissages de la vie. Certes, le désir est sans doute naturel, mais la manière de trouver les plaisirs ou de ne pas les trouver, les entraves conscientes ou inconscientes, les façons de cultiver l'art du plaisir ne sont certainement pas naturelles. Nous acquérons tout au long de notre vie un patient apprentissage, une sorte de formation continue aux relations amoureuses et à la sexualité. Cependant, des petites abeilles au zizi sexuel de Titeuf, en passant par toute la technicité de la pose d'un préservatif, jusqu'à la récente mise en œuvre de la généralisation de l'EVRAS, l'apprentissage de la découverte de son corps, de soi et de sa sexualité a connu une histoire tumultueuse que nous souhaitons interroger.

Cette sexualité, notre sexualité a une histoire. La sexualité et nos relations affectives ont toujours du mal à trouver leur place à l'école. Depuis longtemps, une chape de plomb, un silence presque terrifiant entoure cette composante pourtant essentielle à nos vies. Seuls les parents ou la famille proche pouvaient dire les mots, oser s'aventurer dans le dédale des ruches d'abeilles et des vols de cigognes. Il faudra attendre les années 1960, le mouvement du *birth control* et l'action militante des premiers plannings et centres de consultation conjugale, mais aussi les revendications féministes et les mouvements de libération d'une jeunesse en quête de savoir et de bonheur, pour que l'école se sente

¹ BLOC F., PIETTE V. *Jouissez sans entraves ? Sexualité, citoyenneté et liberté*. Bruxelles, Éditions du CAL, 2016.

enfin concernée par cet apprentissage tant redouté. Longtemps, la sexualité ne pouvait être que bourgeoise, hétérosexuelle, conjugale, retenue, destinée uniquement à des fins procréatives, une chape de plomb, une sorte de ceinture de chasteté qu'il a fallu ouvrir et quelquefois forcer. Les transgressions individuelles d'abord, collectives ensuite ont été nombreuses. Se taire a bien été un mode ou un non-mode de communication dès qu'il s'agissait de sexualité. Le silence quelquefois mortifère a longtemps régné. Il ne s'agissait donc pas de transmettre un savoir-faire et/ou un savoir sur le sexe, mais bien un savoir taire. Ce silence n'empêche évidemment pas l'auto-apprentissage : image volée, roman dérobé à la bibliothèque familiale, discussion entre amis, encyclopédies médicales et planches anatomiques feuilletées sont autant de petits savoirs patiemment mais avidement accumulés.

Au XIX^e siècle, on éduque à la sexualité. Seuls les parents sont autorisés à parler aux enfants, surtout à la jeune fille à la veille de sa nuit de noces. L'éducation se borne souvent au refus de la sexualité : « Ne risquez rien, ne faites pas l'amour », surtout « n'ayez pas d'enfant hors mariage, ne devenez pas une fille-mère », car c'est bien par le contrôle des naissances que les débats autour de la sexualité deviennent publics et obsessionnels. À la fin du XIX^e siècle, la parole sur la sexualité se libère, l'érotisation de la société est en marche. Ces nouvelles formes de liberté effraient les moralistes qui vivent alors dans la hantise de la dépopulation. Il faut donc punir et interdire. En 1923, en pleine obsession démographique, l'appareil législatif belge se dote d'une loi réprimant la libre exposition et la distribution de moyens anticonceptionnels, ainsi que le libre commerce et la publicité de tout procédé abortif. Toute information relative à la limitation des naissances est dorénavant proscrite. Cette interdiction perdurera 50 ans et aura de nombreuses conséquences, notamment sur l'éducation à la sexualité. Timidement d'abord, certaines voix s'élèvent contre la loi. La notion de maternité consciente est discutée dans certains milieux progressistes. Informer les adultes d'abord, les plus jeunes ensuite, sur comment on fait les bébés et comment on contrôle sa fécondité devient un débat, puis un combat.

Aux États-Unis, la progressiste Margaret Sanger s'investit totalement dans cette voie et invente le concept de *birth control*, définissant ainsi positivement la limitation des naissances. Elle souhaite informer les femmes des moyens mis à leur disposition pour contrôler leur fécondité. Poursuivie pour son action en faveur de la diffusion des moyens contraceptifs par la justice américaine, elle sera finalement acquittée et acquiert une notoriété internationale. Le mouvement va très vite, s'internationalise et se répand d'abord essentiellement dans les pays protestants. En 1950, Margaret Sanger rencontre Gregory Pincus, un chercheur américain qui travaille depuis quelques années sur les hormones synthétiques. Elle le persuade de se pencher sur une nouvelle méthode contraceptive en entamant des recherches sur les hormones sexuelles. Cinq ans plus tard, la première pilule contraceptive, Enovid, est mise au point aux États-Unis. Sa commercialisation est autorisée dès 1960. La femme peut enfin contrôler sa fécondité et la pilule contraceptive contraste avec d'autres méthodes souvent aléatoires qui dépendaient de la bonne volonté essentiellement masculine. C'est sans conteste, l'une des plus grandes révolutions du XX^e siècle. La diffusion de la pilule contraceptive est soutenue et relayée par l'apparition des premiers centres de planning familial. Une nouvelle éducation à la sexualité est en train de naître. Elle aura comme objectif

principal d'enrayer la peur de l'enfant non désiré et de permettre enfin de vivre une sexualité libérée et épanouie, et surtout de pouvoir en parler.

Les premiers plannings voient le jour avec la création du mouvement de la « Maternité heureuse » en France à la toute fin des années 1950 puis, à Bruxelles, dans la commune de Saint-Josse, avec la naissance de la « Famille heureuse » en 1962. S'engager en centre de planning est un acte militant, que l'on soit médecin, psychologue, assistant social, secrétaire, comptable ou bénévole, comme nous le rappelle le film de Claire Simon *Les Bureaux de Dieu*. Il s'agit de lutter contre l'ordre établi, de jouer avec la légalité, de transgresser les normes. L'arrestation de Willy Peers en 1973 débouche sur une avancée réelle. L'information sur les moyens contraceptifs est enfin dépénalisée, mais pas sur les moyens abortifs. Alors que les centres de planning familial distribuaient depuis les années 1960 la pilule aux jeunes femmes qui le demandaient dans une relative clandestinité, la pilule peut depuis l'été 1973 être prescrite par des médecins et délivrée en pharmacie. On peut alors enfin parler librement de contraception, et la pilule entre dans les mœurs à une allure inouïe. Contraception, militantisme, illégalité, féminisme sont autant de marqueurs identitaires des centres de planning qui dès lors reconfigureront toujours leur combat en fonction de ces valeurs proclamées et des nouvelles préoccupations de la société, et surtout de la jeunesse.

La question sexuelle est alors posée en termes de libération. Moderniser la sexualité, tout un programme ! L'ordre moral est remis en cause et la misère sexuelle, fustigée. « Jouir sans entrave » devient pour les générations à venir un mot d'ordre souvent caricaturé à l'extrême. Cette parole libérée reste néanmoins très masculine et c'est surtout le redéploiement féministe qui va engendrer une profonde remise en cause des normes sexuelles : « Mon corps m'appartient » vient narguer le « Jouissez sans entraves ». Festif et provocateur, le mouvement féministe revendique la jouissance des femmes, le plaisir féminin, tout comme une maternité libre et consciente. Une nouvelle révolution est en marche, les féministes dénoncent la société patriarcale et brisent l'un des derniers tabous : elles décrivent la sexualité féminine.

Les coups portés à la chape de silence qui entoure l'apprentissage à la sexualité commencent à fissurer l'immobilisme des pouvoirs publics. Des débats sont organisés dans des maisons de jeunes, des centres de planning familial et des associations. En 1970, un premier arrêté royal du ministre de la Famille, relatif à l'agrément des centres de consultation, octroie des subsides de fonctionnement, et vient ensuite soutenir l'aide bénévole jusque-là nécessaire à la survie des centres de planning familial. Les consultations conjugales et familiales sont enfin subventionnées. En France, en 1973, une circulaire instaure officiellement l'information sexuelle dans les établissements scolaires, information qui ne doit être dispensée que dans les cours de sciences naturelles. L'événement est d'importance et, dès l'été 1974, après une année d'information à la sexualité, les petits Français écoutent *Le Zizi* de Pierre Perret en boucle, chanson sous-titrée « l'éducation sexuelle à l'école » et spécialement écrite à la suite de la décision d'enseigner celle-ci. Pierre Perret chante ainsi de multiples facettes du sexe, uniquement masculin d'ailleurs, mais la révolution est significative. En Belgique aussi sont introduits progressivement des cours d'information dans quelques établissements scolaires à la demande de certaines directions plus sensibilisées à la

question mais, ici encore, c'est surtout par le médical, par le fonctionnement organique et physiologique que le sexe est abordé.

À l'aube des années 1980, l'éducation sexuelle a bien changé. Il s'agit d'aider les deux sexes à se comprendre, à avoir des relations sereines au moment où la révolution contraceptive bat son plein. Une conception positive de la sexualité non reproductive se développe ainsi peu à peu. Le tout-au-plaisir doit néanmoins être canalisé. En effet, pouvoir n'est pas devoir. Sensibiliser les jeunes n'est pas toujours chose aisée. Les parents font peur aux directions d'école et, dans un premier temps, leur autorisation écrite fut nécessaire. Les militants des centres de planning familial découvrent rapidement qu'ils ne peuvent laisser au biologique le seul accès à l'information sur la sexualité. Certes, l'anatomie du corps humain et de ses appareils reproductifs doit être enseignée, mais n'est certainement pas suffisante en soi. Les dimensions affectives et culturelles, le plaisir et le désir, le respect de l'autre et de soi ne peuvent être passés sous silence. Il ne s'agit plus d'instruire scolairement mais bien de développer l'individu. Tout est possible, ou presque, et une sorte de liberté jubilatoire accompagne ce mouvement. La pilule permet d'anesthésier la peur de la grossesse non désirée et les antibiotiques ont vaincu les maladies sexuellement transmissibles.

C'était évidemment sans compter l'arrivée du Sida – « Si c'est s'aimer d'amour, C'est mourir d'aimer, Sont mourus d'amour, Sida sidamnés »². Dans l'éducation à la sexualité, on doit y parler d'amour et non pas de mort. Le choc est violent. La liberté sexuelle aurait-elle donc vécu ? Les militants sont accablés, désarmés, révoltés, d'autant plus qu'ils et elles ont bataillé pour rendre à la sexualité sa dimension de plaisir, pour dissocier l'amour et la notion de risque, pour ancrer la sexualité dans un paysage législatif qui rejette toute répression. De plus, le Sida confronte à nouveau les centres de planning familial à une approche médicale de la sexualité. Le préservatif avait été décliné joyeusement, il revient contraint et forcé. Sa promotion sera à la base de toutes les campagnes de protection car c'est le seul moyen efficace de survie. Les préservatifs sortent des pharmacies et des distributeurs fleurissent un peu partout sur la voie publique. C'est une des conséquences positives, si l'on peut dire, du Sida. Un arrêté royal de 1987 rend la publicité relative aux préservatifs plus facile, le distinguant, vu l'urgence, des autres moyens de contraception. « Sortez couverts » devient un mot d'ordre, un slogan sans cesse réitéré qu'il faut assumer, car le retour de l'ordre moral s'est bien fait sentir. Si la sexualité est politique, le Sida le devient également. Certains refusent la distribution et l'utilisation du préservatif lui opposant et lui préférant des valeurs telles que la chasteté, l'abstinence, la fidélité. La prévention contre le Sida prend le pas sur l'information et l'éducation sexuelles ; les demandes affluent dans les centres de planning. Il faut venir parler aux jeunes du Sida, et rien que du Sida. Il est difficile de parler de la sexualité par le seul prisme de la maladie et de la mort, mais c'est sans nul doute un passage obligé qui permet à la sexualité d'entrer à l'école. Les directions jusqu'alors si frileuses s'arrachent de plus en plus les animateurs des centres de planning familial. La culture et le cinéma deviennent des supports aux animations. Les campagnes de prévention laissent surgir dans tout l'espace public des représentations, mais aussi des techniques sexuelles jusqu'alors tues voir taboues. Paradoxalement, le Sida a donc

² Texte de Barbara, *Sid'amour à mort*.

permis de nommer les pratiques sans pour autant être un but en soi. Très vite, les centres de planning familial, par leur expérience de terrain, constatent qu'il ne s'agit pas d'une question purement médicale, mais qu'il est nécessaire de penser le Sida dans sa globalité. Les discours hygiénistes sont alors revisités. La question est bien d'arriver à transmettre les notions de plaisir et d'autonomie à une génération marquée et engluée dans la peur. Elle fait donc inévitablement évoluer aussi les pratiques d'animation.

Durant l'été 1996 explose l'affaire Dutroux. L'éducation à la sexualité ne sera plus jamais la même. La surprotection de l'enfant, la méfiance généralisée, la stigmatisation des adultes travaillant en milieu scolaire façonnent de nouvelles générations. Ici encore, l'éducation sexuelle s'organise dans la peur et l'angoisse. Appelés au secours par les directions des établissements scolaires, les centres de planning familial, mais aussi les centres psycho-médico-sociaux (CPMS) et les services de promotion de la santé à l'école (SPSE) prennent conscience de la nécessité de panser l'émotion. Plutôt que de se positionner dans une prévention perpétuelle de la maltraitance et des abus sexuels, qui avait été la première demande initiée par certaines écoles, les centres de planning ont préféré agir sur la connaissance par les enfants de leur corps et du respect de celui-ci dès le plus jeune âge, mais aussi sur l'accompagnement des adultes qui ont en charge les enfants. Les actions sont alors essentiellement déclinées dans une approche globale de ce qu'on appelait à l'époque les « animations sur la bientraitance ».

Parallèlement, au niveau international, à l'ONU, notamment, s'écrivent les premiers textes faisant explicitement référence aux droits sexuels et reproductifs. Ces droits fondamentaux constituent un enjeu majeur de l'égalité entre les femmes et les hommes, mais aussi entre tous les citoyens. Les féministes ont permis de faire prendre conscience à tous et à toutes que la sexualité est un champ de pratique sociale traversé, comme tout autre, par des rapports de pouvoir et de domination. Ces droits portent en eux la notion de choix : la liberté et le choix d'aimer, la liberté d'avoir un enfant, la liberté de choisir son ou sa partenaire et, également, de pouvoir refuser toute relation sexuelle. Offrir l'opportunité de développer chez les jeunes un regard critique sur certaines représentations de la sexualité, véhiculées entre autres par les médias et les réseaux sociaux, et de les former en citoyens conscients contre le sexisme, les stéréotypes de genre, l'homophobie, ou encore le rejet des différences et de l'autre est certes devenu incontournable. Nous pointons souvent, lors de nos rencontres avec les jeunes, un manque de connaissances, mais aussi un vocabulaire vecteur d'une représentation dichotomique du monde : la fille est libre ou soumise, elle est vierge ou salope, bref une vision encore fort manichéenne du bien et du mal. Parce que l'éducation à la sexualité interroge les rapports sociaux de sexe et ouvre le champ des possibles, c'est un maillon indispensable dans la construction des sociétés égalitaires.

Revenons sur l'évolution du décret. La reconnaissance internationale des droits sexuels et reproductifs ainsi qu'une demande sociétale évidente poussent les autorités publiques à envisager les questions liées à la sexualité dans le cadre scolaire. Bien sûr, si les centres de planning familial comme les CPMS et les SPSE avaient déjà été reconnus compétents dans le domaine, il faut attendre le décret du 26 juin 2012 pour que la Fédération Wallonie-Bruxelles fasse de l'éducation sexuelle une obligation légale. Comme le précise le décret, « il s'agit d'accompagner chaque jeune vers l'âge adulte selon une approche

globale dans laquelle la sexualité est entendue au sens large et inclut notamment les dimensions relationnelle, affective, sociale, culturelle, philosophique et éthique » ; bref, essayer d'en faire un citoyen, une citoyenne libre, libre de désirer, de réfléchir, d'aimer. Le désir de transmettre une citoyenneté qui prenne en compte la liberté des choix de vie mais aussi la nécessité de se trouver, de se comprendre, l'urgence de répondre à la complexité de nos sociétés et de nos relations à l'autre ont poussé les pouvoirs publics à enfin interroger l'école et à proposer une éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle. Depuis lors, tout établissement scolaire doit prendre des initiatives, mais libre à lui de les organiser encore comme il l'entend. Certaines écoles pourraient dès lors ne vouloir privilégier, par exemple, que des contenus de type relationnel et passer sous silence d'autres aspects plus sensibles, tels que l'avortement, les orientations sexuelles, ou encore la contraception.

Après bien des tâtonnements, l'EVRAS est généralisée en 2013, et devient l'une des missions de l'école. Pour plus d'efficacité, dix centres de référence – les « points d'appui » – sont créés, pour faciliter la mise en réseau de différents acteurs : écoles, CPMS, SPSE, et d'autres intervenants extérieurs. Mais le démarrage reste malgré tout complexe, et l'éducation sexuelle à l'école demeure encore souvent, malheureusement, une éternelle pomme de discorde. En effet, que transmettons-nous ? Qui peut intervenir ? La récente polémique autour du groupe « Croissance » en est un exemple, voire la preuve. Ce groupe qui a touché 4.000 écoliers bruxellois lors de pseudo-animations EVRAS délivre des messages anti-IVG et prône la chasteté. En réalité rien de bien nouveau, l'éducation à la sexualité effraie les plus conservateurs depuis très longtemps. Perçue comme un danger, elle pervertirait la jeunesse. Dire les choses du sexe, parler d'amour et donc de désir, de stéréotypes ou de pratiques, mais aussi de contraception ou d'IVG fait toujours frémir. C'est d'ailleurs étonnant dans une société que l'on dit de plus en plus hypersexualisée, où des ados, voire des enfants accèdent aux images et aux films pornos en quelques secondes, en quelques clics.

Aujourd'hui donc, les acteurs de terrain, ainsi que les organisations de jeunesse des principaux partis politiques lancent un appel à la clarification. L'EVRAS restait floue, elle l'est encore un peu. Une labellisation devrait être proposée prochainement. Des acteurs de terrain expérimentés seraient alors seuls habilités à développer l'EVRAS, en harmonie avec le corps enseignant de l'établissement. Ce serait un réel pas en avant, mais évidemment le problème ne serait que déplacé car quelle autorité octroierait ce fameux label ? Sur quels critères ? Le politique ? Comment pourrait-on être certains, par exemple, qu'une association comme « Croissance » ne serait pas labellisée ? Elle qui se présente encore aujourd'hui comme une structure spécialisée dans l'EVRAS. Un cadre de référence est donc plus que nécessaire, mais aussi une formation approfondie pour les animateurs et animatrices. Sur le terrain, ils doivent être persuadés que leur statut ne les autorise en rien à adopter une position normative ; leur rôle est de permettre à chaque jeune de faire un choix libre et éclairé sur le chemin de l'autonomie et de la responsabilité. Il est donc essentiel de pouvoir s'appuyer sur des compétences complémentaires des différentes structures officielles. Chacune a sa place, mais pas nécessairement au même endroit.

Toutes les études montrent qu'il y a urgence, que la désinformation en matière de sexualité chez les jeunes est incontestable. Il est nécessaire de dépasser cette frilosité et d'offrir aux élèves, à travers l'EVRAS, un vrai tremplin vers l'émancipation. À l'heure où on dénombre sept viols par jour en Belgique et que 30% des femmes ont connu et vont connaître des violences physiques et sexuelles, à l'heure où le futur président des États-Unis explique comment prendre une femme par sa chatte, il est urgent d'apprendre les différences et le respect, de déconstruire les stéréotypes sexués et homophobes, de désamorcer les violences et le harcèlement entre les jeunes, bref de refuser le sexisme. Le contexte est peut-être morose, mais pourtant la scène artistique belge est féconde, comme dans les années 1980, et nous offre une palette de modes d'expression revigorants que vous aurez l'occasion de découvrir au cours de ces deux journées.

Les écoles face à l'EVRAS : ressources et besoins

Isabeau WYEME et Mélissa CHEBIEB, chargées de projet, INTER-CLPS

Nous travaillons pour les centres locaux de promotion de la santé (CLPS), qui sont au nombre de dix en Fédération Wallonie-Bruxelles : l'un est situé à Bruxelles – le Centre bruxellois de promotion de la santé (CBPS) –, les neuf autres sont en Région wallonne. En tant qu'acteurs de deuxième ligne, notre objectif est de contribuer à réduire les inégalités sociales. Nos missions consistent à fournir aux acteurs sociaux un accompagnement méthodologique pour mettre en place des projets ou des formations, et à initier ou renforcer les réseaux par la coordination d'acteurs locaux et l'instauration d'une concertation intra- ou intersectorielle. Nous abritons notamment deux dispositifs : un point d'appui aux écoles secondaires en matière de prévention des assuétudes et un point d'appui à l'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle en milieu scolaire. C'est dans ce cadre que s'inscrit notre intervention d'aujourd'hui. De plus, les CLPS accompagnent les autorités locales pour intégrer la promotion de la santé dans leur politique ; ils sont également des interfaces entre l'échelon local et les différents niveaux de pouvoir.

À la suite de l'inscription, en 2012, de la généralisation de l'EVRAS dans le décret relatif aux missions de l'enseignement fondamental et secondaire, et de la signature d'un protocole d'accord entre les trois gouvernements francophones, les dix CLPS se sont vu confier, en septembre 2013, la gestion des points d'appui EVRAS. Ceux-ci ont pour mission de réaliser un état des lieux des ressources et des besoins des écoles sur l'ensemble du territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Nous mettons également des ressources à la disposition des acteurs locaux et des écoles, sensibilisons et encourageons la mise en œuvre de l'EVRAS en milieu scolaire en organisant des concertations locales, des rencontres et des formations selon les besoins du terrain et les attentes des publics. Enfin, nous sommes chargés d'articuler les concertations territoriales : locales, communales et régionales.

Nous sommes ici aujourd'hui pour vous présenter cet état des lieux des ressources et des besoins des écoles réalisé par l'INTER-CLPS, plate-forme regroupant différents centres locaux³.

Nous avons réalisé une trentaine d'entretiens auprès de directeurs, d'enseignants, d'éducateurs et des centres PMS de différentes écoles. La représentation de l'EVRAS chez les intervenants scolaires n'est pas univoque. Elle se partage entre une approche globale théorique et une conception pragmatique, fondée sur l'expérience et les

³ Inter-CLPS *État des lieux des besoins des établissements scolaires de l'enseignement secondaire de la Fédération Wallonie-Bruxelles en matière d'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle*. Enquête réalisée par les CLPS dans le cadre des Points d'appui EVRAS aux écoles, mai 2016. Disponible en ligne : <http://www.clps-lux.be/fpdb/download/BesoinsEVRAS.pdf>

pratiques de terrain. En général, ce sont les centres PMS et les directeurs d'établissement qui en donnent une vision plus abstraite, plus en recul, contrairement aux enseignants ou aux éducateurs qui sont en contact quotidien avec les élèves.

Deux éléments importants sont à relever. Les acteurs ont leur propre perception des besoins des jeunes. Ils estiment que ceux-ci ont une image tronquée des relations affectives et sexuelles parce qu'ils s'informent sur internet ou auprès de leurs pairs. Ils considèrent, par ailleurs, que les parents ne sont pas toujours en mesure de faire contrepoids et de corriger les représentations erronées de leurs enfants, soit parce que le sujet reste encore tabou, soit parce qu'ils sont peu présents voire démissionnaires. Parallèlement, les acteurs soulignent que les jeunes ont un développement physique et psychique propre et n'ont donc pas tous les mêmes besoins au même moment. Tous les élèves d'une classe ne sont pas forcément prêts à recevoir l'animation proposée. C'est pourquoi il est important de multiplier et diversifier les actions pour rencontrer le besoin du jeune au moment opportun : conjuguer interventions de centres de planning et lectures au cours de français, par exemple. Les acteurs insistent donc sur l'importance d'accroître les interventions, les moyens et les intervenants. En effet, certains jeunes se sentent très à l'aise pour parler de ce sujet avec un enseignant ou un éducateur, ça les rassure même d'avoir une personne de confiance ; d'autres au contraire préfèrent se tourner vers quelqu'un de totalement extérieur, qu'ils ne risquent pas de recroiser dans l'enceinte scolaire.

L'ensemble des acteurs s'accordent à dire que la continuité et la complémentarité sont les conditions d'une bonne mise en œuvre d'un projet EVRAS dans une école. Il faut éviter de se limiter à des interventions uniques. En parallèle aux actions ponctuelles, il est souhaitable de mener un travail de fond tout au long de l'année scolaire en articulant les initiatives des différents intervenants pour toujours être capable de rencontrer les besoins des jeunes. Afin d'atteindre cet objectif, il faut une complémentarité non seulement entre les services et les acteurs extrascolaires – qui peut s'élaborer lors de concertations par exemple –, mais aussi entre les acteurs scolaires eux-mêmes. Les équipes éducatives n'ont pas toujours la même perception de l'EVRAS. Certains enseignants considèrent que l'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle fait partie des missions de l'école ; d'autres estiment que ce n'est pas leur rôle d'aborder ce type de sujet, qu'ils n'ont pas les compétences requises. Pourtant, pour développer un projet scolaire complémentaire et continu, les écoles doivent s'efforcer d'avoir des équipes éducatives homogènes, qui adhèrent à une même vision de l'EVRAS.

Parmi les éléments qui freinent la dynamique, les écoles se plaignent d'être sans cesse sollicitées par le monde politique. Les établissements se voient confier une multitude de missions portant sur diverses thématiques : les cellules bien-être, EVRAS, harcèlement, etc. Les membres du corps enseignant que nous avons interviewés se disent lassés. Un projet succède à l'autre. À peine ont-ils le temps de lancer une thématique que déjà une nouvelle leur incombe. Ils regrettent d'avoir à relancer sans cesse de nouveaux projets qui n'ont aucune continuité entre eux. Le secteur souligne en outre le manque de moyens pour accomplir ces différentes tâches : « on nous demande toujours d'en faire plus avec moins », nous a-t-on dit. On observe un certain découragement. Le système D

fait loi et les enseignants doivent dépenser une énergie folle pour développer tant bien que mal leurs projets.

Parmi les autres obstacles au développement de projets EVRAS efficaces, certaines personnes interrogées pointent l'attitude des parents. Il y a les parents qui de manière générale sont peu impliqués dans la vie scolaire de leurs enfants, ce qui inclut aussi l'EVRAS. D'autres, d'origines culturelles ou religieuses différentes prônent des valeurs opposées à celles que l'école veut transmettre. Dans ce cas, les jeunes éprouvent un conflit de loyauté entre discours familial et scolaire, et sont déstabilisés. Enfin, le sujet est encore tabou dans certaines familles, y compris celles qui suivent activement la scolarité de leurs enfants. Elles n'osent pas aborder ces questions et préfèrent s'en remettre à l'école.

Heureusement, il y a des facilitateurs. Les personnes interviewées souhaitent vraiment se former et s'informer. Se former à l'animation de groupe d'abord, parce que, entre faire cours et animer un groupe, en particulier sur une thématique aussi précise, il y a une grande différence. Approfondir leurs connaissances, ensuite. Beaucoup affirment ne pas avoir suffisamment d'acquis pour discuter de ces matières avec les jeunes.

Relevons encore le problème de la circulation de l'information au sein d'une même école. Il arrive que des enseignants développent des initiatives intéressantes sans en parler à leurs collègues. On voit ainsi se multiplier des projets qui touchent à l'éducation relationnelle sans qu'ils soient coordonnés. C'est dommage car s'ils étaient mis en lien, ils traceraient une continuité et seraient plus efficaces. Par ailleurs, les personnes que nous avons rencontrées ont également insisté sur la nécessité de se tenir au courant de ce qui se fait ailleurs et qui fonctionne.

Enfin, la motivation des directions d'établissement est cruciale. Lorsque les directeurs ou directrices d'école portent les projets, aménagent les horaires, libèrent des locaux, les cellules EVRAS ont tendance à être plus pérennes. C'est très stimulant pour le corps enseignant, l'institution et les équipes d'animation en général.

Notre étude se referme sur treize recommandations interconnectées.

1. Soutenir le développement, complémentairement aux interventions réalisées par les intervenants spécialisés, comme les centres de planning familial, les AMO, les PMS, PSE et autres.

Combiner plusieurs stratégies d'action aurait pour avantage de mieux prendre en compte la diversité des mondes adolescents. Cela suppose de soutenir, au-delà des intervenants spécialisés classiques, les acteurs scolaires par la formation continue et la formation initiale, et leur permettre d'endosser un rôle d'adulte-relais pour prolonger si nécessaire une animation EVRAS. Les élèves d'une classe possèdent souvent un bagage intellectuel et culturel hétérogène. L'enseignant est le mieux placé pour s'adapter à cette diversité.

2. Renforcer la prévention au quotidien en donnant une place plus active aux adultes qui partagent les mêmes de lieux de vie que les jeunes.

Considérer qu'il y a une éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle au quotidien permet, au-delà des questions difficiles et taboues, de manifester des comportements, poser de petits gestes pour pérenniser les interventions des plannings et des acteurs spécialisés.

3. Développer des actions susceptibles de renforcer l'homogénéité du corps enseignant dans sa manière de concevoir sa mission éducative auprès des élèves.

Dépasser les divergences de position vis-à-vis de l'EVRAS dans un même établissement exige de prévoir un temps de concertation entre les acteurs scolaires afin qu'ils puissent dégager collectivement une vision commune. L'objectif est d'envoyer des messages cohérents aux jeunes, meilleur gage de succès pour les démarches préventives et éducatives.

4. Pérenniser la présence de services externes à l'école.

Réserver aux jeunes des espaces qui favorisent une liberté de paroles, séparés de la relation professeur/élèves et des évaluations est important. Des intervenants extérieurs à l'établissement peuvent davantage traiter de sujets délicats et tabous que ne le peuvent les enseignants

5. Assurer la continuité des actions et des intervenants spécialisés pour en renforcer l'efficacité.

Travailler en articulation avec les intervenants scolaires pour prolonger les bénéfices des actions est indispensable. L'enseignant, en tant qu'adulte-relais, peut préparer le terrain en vue de l'animation externe et être à l'aise pour recueillir les questions et les interrogations qui surgiraient à la suite des interventions d'acteurs spécialisés.

6. Instituer une personne ou un groupe de personnes au sein de l'école qui centralise les actions de prévention et d'éducation.

Coordonner les petits projets ponctuels indépendants, susceptibles d'entrer dans le champ général de l'EVRAS permet à l'institution scolaire d'avoir une vision globale et cohérente des actions qu'elle met en œuvre.

7. Encourager la diversité des modes d'intervention et la création d'interventions innovantes.

Favoriser la rencontre entre intervenants ayant des pratiques professionnelles différentes ne peut qu'enrichir la méthodologie et le travail de terrain respectifs. En acquérant de nouvelles compétences, les acteurs s'adapteront plus facilement à un public hétérogène et contribueront à réduire les inégalités en matière d'EVRAS en répondant aux besoins et attentes spécifiques des jeunes.

8. Encourager la mise en place d'un plan de prévention général qui regroupe l'ensemble des projets et vise le bien-être et la qualité de la vie et l'épanouissement.

Donner une perspective cohérente aux initiatives des établissements scolaires. Au-delà de l'EVRAS, il faut définir une politique globale de prévention et envisager des actions qui anticipent les situations de crise et éviter ainsi « l'effet pompier », connu par beaucoup d'intervenants. Autrement dit, anticiper et prévenir.

9. Renforcer l'autonomie des établissements et la participation de tous les intervenants scolaires pour leur permettre de définir des priorités et des choix éducatifs adaptés à leurs besoins

Donner du temps à l'école pour que l'ensemble du corps enseignant détermine un positionnement professionnel commun.

10. Consolider les processus de concertation et de participation à tous les niveaux de l'intervention.

Soutenir les approches de co-construction et de concertation afin d'acquérir, grâce à la rencontre avec d'autres acteurs, un panel de pratiques diversifiées et adaptées aux différents publics.

11. Renforcer la participation des élèves tout au long du projet.

Impliquer les élèves dès le début des animations EVRAS est un moyen de déceler d'emblée leurs besoins et d'envisager le projet dans cette perspective. Souvent, pour des raisons organisationnelles, leurs interventions ne trouvent place que dans les temps d'évaluation. La participation est également un mode d'accès à la citoyenneté. Elle favorise en outre la transmission de connaissances.

12. Pérenniser les concertations locales pour consolider la connaissance des services entre eux.

Favoriser la communication et le partage d'expériences entre institutions scolaires et acteurs du monde associatif pour dépasser les dialogues souvent informels qui dépendent de réseaux de connaissances particuliers.

13. Permettre et soutenir le développement des sites d'éducation et de prévention de qualité.

Créer et promouvoir des sites d'échanges fiables sur internet qui fourniraient de l'information et où les jeunes, tout en restant anonymes, pourraient à tout moment discuter avec des professionnels ou avec leurs pairs.

Débat

Intervention de la salle : Je suis responsable d'un centre de planning familial qui a pour spécificité de faire énormément d'animations en primaire. Nous mettons davantage l'accent sur le relationnel et l'affectif, bien qu'en 6^e primaire, avec l'arrivée de la puberté, on puisse commencer à aborder la sexualité. Or ce travail n'apparaît pas dans les statistiques qui ne portent que sur le rénové. L'INTER-CLPS ne pourrait-il tenir

compte de cet aspect du travail ? Démarrer l'EVRAS en primaire nous semble essentiel. Cela permet de préparer le terrain pour tout ce qui se fera en rénové. Parler d'émotion, de respect de soi, de respect de l'autre, de respect du corps en primaire consiste à poser les bases du travail qui se fera dans le secondaire.

J'ai l'impression que l'EVRAS dans l'enseignement fondamental n'est pas encore reconnue. Peut-être le secteur est-il prisonnier de certaines habitudes et considère-t-il que l'EVRAS concerne avant tout les adolescents ? Vous avez beaucoup parlé des jeunes dans votre intervention mais pas une seule fois d'enfants. Pour moi, l'EVRAS s'adresse également aux enfants. J'aimerais avoir votre avis là-dessus.

Isabeau Wyeme : Je suis tout à fait d'accord avec vous et ce point de vue est d'ailleurs partagé par l'ensemble des CLPS. Ici, nous avons rendu compte du travail qui nous a été demandé et qui portait sur les jeunes de l'enseignement secondaire. C'est la raison pour laquelle nos constats et recommandations intéressent ce public. Nous sommes tous favorables à l'EVRAS pour les plus jeunes et pour les enfants de manière adaptée évidemment.

Mélissa Chebieb : Les politiques publiques envisagent l'EVRAS de manière restreinte. Notre mission est limitée à l'enseignement secondaire. C'est en effet en contradiction avec nos recommandations qui préconisent une approche globale et continue de l'EVRAS. Les préoccupations affectives, relationnelles et sexuelles ne surgissent pas en première secondaire. On est bien d'accord avec vous.

Élise Malève, CLPS-Liège : Dire que les enseignants souhaitent se former à l'animation l'EVRAS est une affirmation qui demande à être nuancée et précisée, car elle est susceptible de faire naître des malentendus. Les centres de planning présents dans cette salle pourraient s'imaginer que les professeurs veulent faire leur travail. Or ce n'est pas du tout ce qui est ressorti de nos entretiens.

Isabeau Wyeme : Non, l'idée n'est pas de remplacer l'animateur qui vient en classe mais plutôt d'assurer un rôle de relais une fois qu'il est parti. L'objectif est de soutenir le travail de l'intervenant quand le professeur retrouve sa classe après les animations, d'être plus attentif à certains comportements pour être en mesure d'apporter un retour aux animateurs de centres PMS ou aux personnes qui sont intervenues.

Olivia Hairson : Je suis chargée de projet « Love Attitude » et je voudrais rappeler l'existence du portail des centres de planning familial : <http://www.loveattitude.be/>. C'est un site d'informations où les jeunes peuvent poser des questions de manière anonyme. Nous sommes également présents sur les réseaux sociaux.

Intervention de la salle : Je m'interroge sur la pertinence de souhaiter l'homogénéité des enseignants sur un sujet qui, indépendamment de leur statut, renvoie aussi à leurs positions personnelles. Peut-être aurait-il été préférable d'utiliser le mot « citoyenneté », l'objectif étant que les professeurs fassent la distinction entre leurs opinions et ce qu'ils doivent transmettre aux élèves. L'homogénéité me semble impossible sur ce sujet. En revanche, montrer aux élèves qu'il existe des avis

contrastés sur cette problématique n'est pas inintéressant. Avec le mot homogénéité vous risquez de réintroduire un tabou dans une matière censée les lever.

Isabeau Wyeme : Homogénéité ne signifie pas uniformité. Avant d'envisager une réflexion de l'institution scolaire sur l'EVRAS, il faut se pencher sur sa mission : son rôle se limite-t-il à transmettre des connaissances ou a-t-elle aussi une mission d'éducation plus large, qui se rapproche de la citoyenneté ? Le mot homogénéité est peut-être mal choisi. Nous parlons d'une posture commune du corps enseignant sans que cela implique pour autant qu'elle doive s'incarner de manière identique. L'idée est simplement de s'entendre sur une vision minimale commune pour transmettre un discours cohérent aux jeunes.

L'EVRAS : autres lieux, autres temps

Le Point de vue des acteurs – Table ronde

ÉCOLE PLEIN AIR

Anne HODARA, institutrice de 6^e primaire

Je suis institutrice à l'école Plein Air depuis 16 ans. La cellule dédiée à l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle a été fondée il y a 14 ans à l'initiative du directeur de l'époque. L'école, qui comprend une section maternelle et primaire, possédait alors un internat, fréquenté par une quarantaine d'enfants. C'est ce qui a motivé la création de la cellule. Six membres de l'équipe éducative actuelle ont assisté à sa naissance et ont suivi durant trois ans une formation dispensée par un médecin du centre de planning de Rochefort.

Le rôle de la cellule « Plein Cœur » est essentiellement de deux ordres : servir de relais et de personnes ressources. Grâce aux outils acquis lors de notre formation, nous pouvons répondre aux questionnements des enfants et parler de leurs difficultés ou de leurs problèmes. Dans la boîte aux lettres de la cellule « Plein cœur », les enfants peuvent glisser un petit mot s'ils ont besoin de parler à l'un ou l'une d'entre nous. On relève régulièrement son contenu. Grâce à ce système, nous pouvons avoir des entretiens individuels ou collectifs avec les enfants, discuter avec une classe entière, voire uniquement avec les filles d'une même classe et, ensuite, avec les garçons. La cellule est disponible aussi pour entendre les remarques de l'équipe enseignante et répondre à ses questions lorsqu'elle est confrontée à certains comportements d'élèves.

Notre premier rôle est donc de servir de relais. Le second, essentiel lui aussi, est d'organiser, planifier et négocier les animations. Depuis quatorze ans, elles ont lieu deux ou trois fois par an de la troisième maternelle à la sixième primaire. Au début, nous avons eu des difficultés pour trouver des animateurs et animatrices pour les petites classes. Pendant quelques années, à chaque rentrée scolaire, on devait appeler tous les centres de planning familial de Bruxelles pour trouver un intervenant. Depuis quelque temps, nous avons réussi à fidéliser les centres avec lesquels nous collaborons. Nous signons une convention mutuelle par laquelle ils acceptent d'assurer les animations à l'école durant quelques années.

Les enfants possèdent un carnet « Animation en éducation relationnelle, affective et sexuelle ». Chaque année, ils peuvent dessiner ou écrire ce qu'ils souhaitent retenir de l'activité. Un membre de la cellule suit systématiquement le remplissage de ces carnets. Lorsqu'ils quittent l'école à la fin du primaire, ils l'emportent. La dernière page, en papier

miroir, s'intitule « Moi maintenant ». Cela leur permet de repenser à ce qu'ils ont fait au cours des animations.

La cellule comprend aujourd'hui cinq institutrices maternelles et primaires, ainsi que l'infirmière sociale du PMS, qui est là depuis l'origine. Tous les ans, nous allons de classe en classe pour présenter les membres de la cellule et les grandes lignes de notre action. Les enfants sont donc toujours au courant de son existence. La semaine dernière, nous sommes passés dans les grandes classes et, cette semaine, nous avons trouvé deux messages dans la boîte aux lettres pour demander de l'aide sur le plan relationnel. Par ailleurs, tous les deux ans, la cellule organise une soirée d'informations. Dominique Roynet explique aux parents, aux collègues et à l'équipe ouvrière de l'école la structuration sexuelle des enfants jusqu'à 12 ans. C'est aussi l'occasion de détailler les actions de la cellule.

Créée par notre ancien directeur et soutenue par notre directeur actuel, la cellule EVRAS est intégrée, depuis une dizaine d'années, dans notre projet d'établissement. Tout parent qui inscrit son enfant à l'école a connaissance de son existence. Notre approche pédagogique prend en compte l'enfant dans sa globalité. En tant qu'être social, il est important qu'il dispose d'espaces de parole. La cellule « Plein cœur » joue donc un rôle fondamental.

Rémy VAN DE MOODYCK, directeur de l'école Plein Air

Je suis arrivé à la direction de l'école il y a six ans mais j'y travaillais déjà auparavant. J'ai donc toujours connu la cellule « Plein cœur ». Elle participe à l'identité de l'école, elle fait en quelque sorte partie de son code génétique. Je m'inscris dans la continuité de mon prédécesseur qui n'a cessé de soutenir cette initiative. La cellule « Plein cœur » apporte une véritable valeur ajoutée à l'école et à son projet d'établissement. Nous ne l'avons pas lancée par obligation mais parce qu'elle ouvre un espace de parole. Les enfants peuvent parler de leurs difficultés, qu'il s'agisse de faits anodins – la mort d'un animal de compagnie, par exemple – ou d'événements plus graves. Cet espace nous permet de détecter des situations potentiellement problématiques et d'y réagir.

Composée d'enseignants de l'école, « Plein Cœur » est une cellule « adhocratique », une cellule d'innovation et de réflexion. C'est aussi un lieu où les enseignants peuvent se consacrer à autre chose qu'à leur mission principale. En tant que directeur, je trouve important qu'au-delà de leur mission didactique les enseignants puissent s'impliquer dans l'établissement, avoir une vie d'équipe et y tisser des liens. Avoir une telle cellule dans l'école engendre des contraintes organisationnelles pour que des réunions puissent se tenir régulièrement. Il faut dégager du temps, permettre à des enseignants d'en remplacer d'autres, etc. Mais la cohésion qui entoure la cellule facilite grandement les choses.

Notre école est à pédagogie active, et envisage l'enfant dans toutes les dimensions de son évolution – sociale, physique, intellectuelle, affective, relationnelle et sexuelle. Lorsque je rencontre les futurs parents lors des inscriptions, je peux présenter la cellule « Plein Cœur » comme une plus-value du projet d'établissement. Cela les rassure beaucoup ; ils sont heureux de savoir qu'il existe dans l'école un espace de parole où

leurs enfants pourront poser des questions, vivre des animations et accompagner leur développement affectif et relationnel.

Je suis convaincu qu'une direction doit appuyer ce genre de projet et ne pas se laisser décourager par les inévitables soucis d'organisation et exigences de formation qui l'accompagnent car ils sont infiniment moindres que les avantages apportés par une cellule EVRAS au sein d'un établissement.

Comme nous travaillons dans le fondamental, nous ne voyons pas ce que nous avons semé chez les enfants. On aimerait pouvoir suivre leur parcours ultérieur pour savoir ce que la cellule « Plein cœur » leur a apporté. Quoi qu'il en soit, nous sommes convaincus que ces animations ne sont pas vaines.

Faire de l'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle dans l'enseignement fondamental est essentiel car c'est habituer les enfants – futurs adolescents et adultes – à parler, à disposer d'un espace de parole où poser des questions sans tabou. On pourrait proposer comme quatorzième recommandation d'encourager l'EVRAS dans l'enseignement fondamental où il est encore trop peu présent.

Beaucoup de formations existent pour les personnes qui veulent s'engager, notamment au sein de notre réseau, la Fédération des établissements libres subventionnés indépendants (FELSI), où nous avons bataillé, il y a quelques années déjà, pour que l'EVRAS trouve sa place dans les formations.

Un directeur ou une directrice d'établissement pourrait craindre la contrainte financière liée à la création d'une cellule EVRAS dans le primaire. En réalité, elle est quasiment inexistante parce que tout se passe en collaboration avec d'autres organismes. Les contraintes sont donc très faibles, surtout au regard de l'énorme valeur ajoutée d'un tel projet.

Débat

Intervention de la salle : Les parents font-ils partie de la cellule ? Ont-ils la possibilité d'émettre des avis ?

Rémy Van de Moosdyk : Non, cela me semblerait étrange. La cellule n'est pas un lieu où venir écouter ses enfants. En revanche, les parents ont des contacts avec les membres de la cellule. La présence des parents ne me paraît pas souhaitable d'un point de vue déontologique. Les membres de la cellule sont amenés à être au courant de choses qui relèvent de la confidentialité. L'idée pourrait se discuter mais il faudrait être très prudents, fixer des limites strictes. Jusqu'à présent toutefois le problème ne s'est pas posé.

Anne Hodara : La confidentialité est une donnée importante. On s'engage auprès des enfants à observer la plus stricte confidentialité. Il nous est arrivé, au début de l'existence de la cellule, de demander à des enfants en danger l'autorisation de parler du problème à la direction, mais ce sont des cas exceptionnels.

Lors de ma présentation, j'ai oublié de vous donner des exemples de thématiques abordées en maternelle et primaire : « Le schéma corporel », « le corps sexué », « j'aime, je n'aime pas », « les relations, la famille », « comment on fait des bébés », « les sensations, les émotions », « le genre », « la contraception, la puberté, les MST », « le chemin vers l'âge adulte » figurent parmi les principaux sujets traités. Les choix sont évidemment fonction de l'âge. Le « schéma corporel », « apprendre à savoir dire non », « j'aime, je n'aime pas » sont plutôt des thèmes discutés en maternelle, tandis que « la contraception, la puberté, les MST » sont des questions réservées aux plus grands. Depuis trois ans, les animations pour les cinquième et sixième ont lieu au centre de planning des Marolles, ce qui les rend plus attrayantes encore.

Intervention de la salle : Certains parents refusent-ils que leurs enfants suivent les animations ?

Rémy Van de Moosdyk : L'EVRAS est inscrite dans le projet de l'établissement. S'ils ont choisi l'école, cela signifie qu'ils adhèrent à ce projet et savent qu'il y a une cellule « Plein Cœur », et qu'il y aura des animations. Mais le cas ne s'est jamais présenté.

Anne Hodara : Les parents sont au contraire très contents de ne pas avoir à parler de cela avec leurs enfants.

Intervention de la salle : Vous avez dit que les enseignants « suivaient le remplissage du carnet ». Comment cela se passe-t-il ? Par ailleurs, les enseignants assistent-ils aux animations ?

Anne Hodara : L'enseignant ne remplit pas les carnets. Un membre de la cellule vient en classe pour superviser le remplissage. L'enseignant peut être présent, mais il ne s'en occupe pas.

De la troisième à la sixième primaire, les instituteurs n'assistent pas aux animations. Si les animateurs/trices du centre de planning familial ont besoin de quelqu'un pour co-animer, gérer la discipline, etc., c'est un membre de la cellule « Plein Cœur » qui s'en charge. En troisième maternelle, les enseignants sont toujours présents et, depuis quelques années, c'est le cas également en première et deuxième primaires. La présence de l'enseignant nous semble importante pour les plus jeunes. En outre, sur le plan organisationnel, les membres de la cellule ne peuvent pas toujours assister à chaque animation. Dans les petites classes, ce sont donc les enseignants qui co-animent.

Intervention de la salle : Les thématiques que vous venez d'énumérer ne sont-elles pas trop « choquantes » ? N'est-ce pas un peu tôt pour parler du schéma corporel et de la procréation ?

Rémy Van de Moosdyk : Très petits déjà, les enfants se posent ces questions. Ces animations sont essentielles parce qu'elles les abordent sans tabou, avec un vocabulaire et une approche adaptés à l'âge des enfants. Je ne pense pas que ce soit prématuré. Les enfants ont un développement sexuel déjà entamé, et se posent des questions sur leur naissance, qui ils sont, etc. Il faut donc déjà mettre des mots clairs

sur la réalité des choses. Si on ne parle pas avec franchise, c'est la porte ouverte à tous les fantasmes. Si on n'en parle pas ouvertement, les enfants vont aussi s'interroger sur les raisons de ce silence. Aucune situation n'a montré que c'était trop tôt. Dès le début, la cellule a été coachée par le docteur Roynet qui a expliqué ce que l'on pouvait dire aux enfants, à quel âge et comment aborder les différents sujets. Le vocabulaire est adapté, le discours tenu est pensé, et les animateurs, qui viennent des plannings, ont une certaine expertise.

Intervention de la salle : Quel est le rôle de la personne qui vient du centre PMS dans les animations ?

Anne Hodara : Elle n'a pas un rôle différent de celui des autres membres de la cellule. Son statut d'infirmière sociale du PMS ne change rien, elle est un membre de la cellule à part entière. Pendant treize ans, la secrétaire coordinatrice de l'école, qui n'était pas enseignante non plus, était également membre de la cellule et faisait la même chose que les autres.

Rémy Van de Moosdyk : L'infirmière du PMS est très attachée à l'école depuis de nombreuses années. Elle était déjà proche de l'établissement à l'époque où il comptait un internat et elle a suivi de près et avec intérêt la cellule « Plein Cœur ». Elle n'est pas là exclusivement parce qu'elle est infirmière sociale du PMS mais aussi parce qu'elle travaille dans l'école depuis longtemps.

SPSE DE LA VILLE DE BRUXELLES

Valérie HANOZET, médecin scolaire

Je suis médecin scolaire et coordonnatrice à mi-temps du Service de promotion de la santé à l'école (SPSE) de la Ville de Bruxelles.

Depuis 1996, le département de l'Instruction publique de la Ville de Bruxelles a regroupé les partenaires privilégiés de l'école au sein du « Service Prévention Orientation Santé » (SPOS). Placé sous la tutelle de l'inspectrice de la Santé et des Sports, il comprend les cinq centres PMS, le SPSE et le service de santé mentale, le Se.Sa.Me.

Des réunions régulières sont organisées avec l'inspectrice de la Santé et des Sports. Pivotal de notre structure, les infirmières des PSE ou des PMS se répartissent toutes les écoles. Infirmière comme médecin s'occupent de plusieurs établissements. La collaboration entre PMS et PSE étant très étroite, il est mal aisé d'attribuer une maternité aux animations. Néanmoins chaque service a des missions propres et des spécificités. Chaque école dispose d'une équipe composée d'une infirmière, d'un médecin, d'une psychologue et d'une assistante sociale.

Les missions des services PSE comprennent les bilans de santé, les vaccinations, la prophylaxie et le dépistage des maladies transmissibles en milieu scolaire. Notre recueil standardisé des données sanitaires permet de partager les informations relatives à la population sous tutelle.

Chaque PSE définit un projet de service en promotion de la santé ainsi que ses priorités. La situation socio-économique de nos publics ne cessant de se dégrader, la lutte contre les inégalités sociales de santé, déjà à la base de notre action, est plus que jamais une priorité. Nous nous efforçons d'améliorer la qualité de nos services et d'en faciliter l'accès aux familles, aux écoles et aux élèves. Avant même l'entrée en vigueur du décret, l'EVRAS a toujours fait partie de nos actions dans la mesure où nous veillons au bien-être général des élèves et donc aussi à leur équilibre relationnel.

Depuis trois ans, nous bénéficions du soutien d'une infirmière-référente en promotion de la santé. Ses tâches consistent à optimiser la gestion et la répartition des outils et d'en soumettre ou d'en suggérer aux intervenants. À la demande de collègues, elle organise également des moments d'échanges de pratiques sur les animations. Celles-ci sont proposées à toutes les écoles qui peuvent choisir les thèmes qu'elles souhaitent aborder, dont l'EVRAS. En général, infirmière et médecin interviennent ensemble mais cherchent également à renforcer les partenariats avec le PMS, la psychologue et l'assistante sociale. Cependant la coordination n'est pas aisée, essentiellement pour des questions de disponibilités. Pour les animations en maternelle, nous collaborons avec la psychologue de prévention du Se.Sa.Me. Lorsque nous sommes sollicitées par les directions, nous coordonnons les animations des centres de planning dans les établissements.

Nous proposons des animations en maternelle, en primaire, en secondaire et dans l'enseignement spécialisé. Nous intervenons également à la Haute École Francisco Ferrer. Les questions liées à l'EVRAS sont en particulier traitées avec les étudiants de première année lors des bilans de santé obligatoires.

Comme on l'a dit, l'EVRAS a une utilité bien réelle, mais demeure difficile à évaluer. Elle s'inscrit dans la dynamique de notre projet de service. Pour perfectionner notre pratique, répondre aux besoins des jeunes et accroître notre visibilité auprès des parents, nous avons besoin de formations et d'espaces de dialogue avec les familles. Mais cela nécessite davantage de moyens et de temps, la possibilité de travailler avec des groupes plus restreints et de disposer d'outils plus variés. L'environnement scolaire étant fondamental pour la santé des enfants, l'EVRAS doit s'envisager dans le contexte global de la promotion de la santé. C'est pourquoi nous essayons de travailler en concertation avec les écoles, en multipliant les partenariats avec les PMS ou des organismes extérieurs.

Sans que le décret ait fondamentalement changé nos habitudes, il a joué un rôle de facilitateur. Il nous a permis d'entrer dans des établissements qui, jusque-là, nous étaient plutôt défavorables. Il nous a aussi donné l'occasion d'intégrer dans nos missions la dimension affective et d'effectuer un travail plus global.

Nos attentes rejoignent celles des CLPS : augmenter la cohérence de nos actions car l'estime de soi joue un rôle important dans la vie relationnelle, affective et sexuelle des élèves, mais aussi dans leur réussite scolaire. Nous espérons pouvoir conscientiser les écoles, les professeurs, les parents et les enfants de la valeur fondamentale de l'EVRAS, qui n'intéresse pas uniquement les questions sexuelles mais se dispense tous les jours tant dans les classes que dans les familles.

FEDERATION DES ASSOCIATIONS DE PARENTS DE L'ENSEIGNEMENT OFFICIEL (FAPEO)

Daphné RENDERS, chargée de mission

J'ai entendu parler de parents démissionnaires sous prétexte qu'ils ne s'intéressent pas aux animations EVRAS organisées dans les écoles. Mais qui, ici, peut prétendre avoir été formé à la vie relationnelle, affective et sexuelle par ses parents ? Ce sujet est encore très tabou, très intime et les jeunes eux-mêmes hésitent à en parler à la maison. Les parents ne sont pas forcément les premières personnes avec lesquelles un enfant désire partager ses premiers questionnements. Tantôt il va chercher à trouver des réponses par lui-même, tantôt il va s'informer auprès de ses pairs, s'il n'a pas la chance de fréquenter une école où des espaces de parole sont réservés à cette problématique. D'un autre côté, aborder ces questions renvoie les parents au passage progressif de leurs enfants vers l'âge adulte, ce qui n'est pas toujours facile à vivre, sans compter les réticences qui peuvent exister à évoquer des sujets aussi délicats et personnels. Ils discutent plus volontiers de harcèlement, de violences à l'école, d'hygiène et se sentent plus à l'aise avec l'éducation aux médias, par exemple.

Selon moi, l'EVRAS doit faire partie des missions de l'école, être soutenue par tous les acteurs scolaires et être enseignée aux enfants dès le plus jeune âge. Chaque enfant a le droit de recevoir la même éducation à la vie relationnelle, sexuelle et affective, indépendamment des tabous familiaux, de son origine culturelle et religieuse mais des centres d'intérêt des établissements, des sensibilités des enseignants, des directions ou des partenaires liés à l'école. Dans cette perspective, une labellisation de l'EVRAS garantirait une formation de qualité et l'ouverture d'espaces de parole où chaque enfant pourra s'exprimer et devenir un adulte épanoui.

Débat

Intervention de la salle : Puisque dans les écoles il existe des espaces de parole pour les élèves, ne pourrait-on en prévoir également pour les adultes ?

Daphné Renders : Oui, d'où l'intérêt d'informer les jeunes pour que, devenus parents, il y ait une transmission. Ouvrir des espaces de discussion pour les parents est effectivement très important. Cela permettrait de sublimer la gêne qu'ils pourraient ressentir mais, à un moment donné, ces questions vont resurgir dans la sphère familiale. Dans un monde idéal, ces tabous, ces réticences, cet embarras n'existeraient pas, mais beaucoup de chemin reste à faire. Le simple fait d'informer les parents sur les séances d'animation EVRAS à l'école, leur expliquer ce qu'on y fait, les sujets qui y sont abordés peut déjà les rassurer. Comme les valeurs culturelles et philosophiques des parents ne correspondent pas toujours aux messages véhiculés dans ces formations, les généraliser présenterait l'avantage de dispenser à tous les élèves un socle de connaissances commun.

Intervention de la salle : Des parents ont-ils déjà sollicité la FAPEO pour obtenir des informations sur l'EVRAS ? Votre Fédération a-t-elle été associée à la réflexion et à la décision de la généraliser dans les écoles ?

Daphné Renders : Je ne suis à la FAPEO que depuis deux ans, je n'ai donc pas suivi le processus qui a mené à l'introduction du décret « mission » en 2012. De manière générale, nous sommes surtout interpellés sur des problèmes de harcèlement, de violence ou de sexisme. Ceci étant, comme la vie sexuelle, relationnelle et affective est une problématique transversale, nous traitons du sujet d'une manière ou d'une autre quand, par exemple, nous discutons des rapports entre élèves. Mais l'EVRAS en tant que telle est rarement abordée. Peu de parents posent de questions à ce sujet, peut-être par crainte que l'assistance n'en déduise que, si leur enfant a un problème, la famille est dysfonctionnelle. Il arrive tout de même que la question soit soulevée, notamment dans des réunions régionales.

Intervention de la salle : Je suis intervenante sociale dans une AMO. Comme nous travaillons avec les familles, les enfants et les adolescents, j'aimerais savoir s'il existe des outils ou des formations pour nous aider à conseiller les parents sur la manière d'aborder franchement et sereinement les questions de vie affective et sexuelle avec leurs enfants. Souvent les parents ne savent ni quoi dire, ni comment le dire, ni ce qu'ils peuvent dire.

Rémy Van de Moosdyk : À l'école Plein Air, une conférence est organisée tous les deux ans pour les parents. Mais nous remarquons malheureusement que ceux qui y assistent ne sont pas ceux qui en ont le plus besoin. Nous n'avons pas trouvé comment résoudre ce problème. Par conséquent, il nous arrive de prendre contact directement avec certaines familles afin de les aider et de les guider sur ces questions.

Intervention de la salle : Quand je parlais d'outils de prévention, je pensais par exemple aux fascicules édités par l'ONE. On y donne des conseils éducatifs pratiques très clairs mais il n'est jamais question de comment parler du corps ou du développement de la sexualité de l'enfant. Je ne sais pas si c'est le rôle de l'ONE ou d'autres intervenants. Vers qui les AMO pourraient-elles se tourner pour avoir ce genre d'informations ?

Rémy Van de Moosdyk : Yapaka et la Communauté française développent et diffusent beaucoup d'outils sur ces thématiques à destination des parents. La question est de savoir s'ils arrivent entre leurs mains.

Intervention de la salle : Est-il indispensable que les parents soient capables d'éduquer les enfants à la vie sexuelle, affective et relationnelle ? Je n'en suis pas certaine. En revanche, il est essentiel que la sphère familiale soit un espace où les enfants sentent qu'ils peuvent parler de tout. Je ne pense pas que savoir que leurs parents constituent leurs référents pour parler de sexualité les rassurent.

Intervention de la salle : Les parents ne constituent pas un groupe homogène, ils ont des convictions philosophiques différentes, des parcours différents, des cultures différentes. Ils n'ont pas la même sensibilité ni un rapport identique à l'écrit. Tous ne

savent pas où trouver l'information. Le côté paternaliste de brochures du type « Comment élever son enfant » risque d'en rebuter plus d'un. Il n'y a pas de formule magique pour que l'ensemble des parents puissent parler librement de l'EVRAS à la maison. La question doit se déployer dans diverses sphères. L'école est un premier pas mais il reste beaucoup de chemin à parcourir pour faire tomber ce tabou dans la société.

Intervention de la salle : Pour les enfants, les parents sont des personnes asexuées. Donc, il ne faut surtout pas qu'ils interviennent dans la construction sexuelle de leurs enfants. Ils doivent être ouverts, permettre le dialogue mais en aucun cas être la personne de référence pour parler de sexualité. Ce peut être un autre membre de la famille ou un ami des parents. Il ne faut surtout pas qu'une mère ou un père demande à son fils ou sa fille si tout se passe bien côté sexualité. Il n'y a rien de pire pour un(e) ado. C'est précisément pour cela que l'EVRAS doit trouver sa place dans l'école. Les parents doivent être des acteurs présents, à l'écoute, savoir ce qui se passe, être vigilants s'il y a un problème, mais ne pas intervenir dans la sexualité des enfants, ni des ados. Si l'initiative vient de l'enfant lui-même, c'est autre chose. Les parents doivent alors y répondre.

CENTRE DE PLANNING FAMILIAL DE WATERMAEL-BOITSFORT

Dimitri VAN WEYENBERGH, psychologue et animateur

Le planning de Watermael-Boitsfort est spécialisé dans le domaine du handicap et de la surdité. Nous sommes pratiquement le seul planning à offrir un panel de services aux établissements et écoles fréquentés par des jeunes sourds, ainsi qu'aux institutions pour handicapés mentaux. L'équipe de la cellule handicap se compose de quatre personnes : un sexologue, une animatrice, une psychologue et moi-même. Nous sommes complémentaires. Je fais des animations en langue des signes dans les écoles pour sourds, reçois des patients sourds et effectue des suivis sous contrainte pour abuseurs sexuels avec handicap mental. Nous ne faisons aucune publicité pour nos animations et travaillons essentiellement par le bouche-à-oreille. Notre agenda d'animations est pratiquement plein jusqu'à la fin de l'année scolaire.

Il nous arrive de faire cinq animations par classe. Avec des personnes souffrant de handicap mental, il est nécessaire de distiller l'information à petite dose et de la répéter. Avec le public sourd, il ne suffit pas de parler la langue des signes, de traduire le discours des entendants pour être compris. L'accès de ces jeunes à la langue française, écrite et orale, est assez faible et les messages sont souvent trop abstraits. Il est donc important d'avoir du matériel adapté et non verbal. Nous projetons, par exemple, de petits films muets qui expliquent les dangers des réseaux sociaux.

Les professeurs nous invitent souvent eux-mêmes pour faire les animations car ils ne maîtrisent pas suffisamment la langue des signes pour transmettre le message. La langue des signes est une véritable langue, il ne suffit pas de transposer le discours d'un langage à l'autre. La psychologie de la surdité est radicalement différente de celle des entendants.

Nos interventions débordent souvent le cadre strict de l'EVRAAS ; nous sommes régulièrement interpellés sur le fonctionnement du monde des entendants et sur les couples mixtes. Ma propre surdité est un avantage pour ce genre d'activités, elle donne plus de crédit au message à faire passer car le monde des sourds nourrit pas mal de rancœur à l'égard des entendants. Un animateur qui viendrait accompagner d'un traducteur en langue des signes n'aurait pas le même poids.

Du fait de notre spécialisation, notre rayon d'action dépasse le cadre communal. Nous travaillons dans presque toutes les écoles pour sourds de Bruxelles, parfois même en Wallonie. Plusieurs écoles wallonnes ont commencé par contacter des centres de planning familial locaux mais n'ont trouvé personne de qualifié. Elles ont ensuite tenté de faire des animations avec des interprètes en langue des signes et, déçues, ont fini par se tourner vers nous.

Pour le handicap mental, notre aire d'intervention déborde aussi les frontières communales. Travailler avec ce public exige un regard extérieur, dénué de jugement. Bien sûr, il arrive que certaines animations se soldent par des échecs parce qu'elles sont sans doute encore trop abstraites. Nous améliorons et adaptons sans cesse notre matériel et nous efforçons de trouver de nouveaux outils. Depuis 2012, avec l'aide de la Fédération Wallonie-Bruxelles, j'ai la chance d'aller au Québec pour rencontrer des collègues dans des écoles très réputées dans le domaine du handicap mental, avoir des échanges professionnels et ramener du matériel spécifique.

Débat

Intervenant dans la salle : Faire des animations communes pour sourds et entendants est une fort belle initiative. Ce sont des univers qui se croisent vraiment très peu. Permettre un échange sur ces sujets contribuent à abattre les barrières. C'est pourquoi j'estime qu'il faudrait des animations pour les entendants qui abordent la spécificité des sourds afin de ne pas seulement parler aux sourds des entendants.

Dimitri Van Weyenbergh : Il nous est arrivé de faire des animations dans des écoles pour entendants en expliquant la spécificité de la surdité par le biais de jeux de rôle ou de mises en situation concrète. On passe par exemple un petit film sans le son et on leur demande leurs impressions. Lorsqu'on intervient avec le public sourd, on essaie de créer des passerelles entre le monde des sourds et celui des entendants. On explique que les sourds réagissent plus aux stimuli visuels, et les entendants, davantage aux sons. On décrit comment fonctionnent les deux mondes. On rencontre les professeurs pour les inciter à mener des activités communes pour que les sourds soient moins perçus comme des personnes handicapées qui communiquent beaucoup par des expressions visuelles.

Intervention de la salle : Je voulais réagir à ce qui a été dit tout à l'heure. Si l'on a du mal à imaginer ses parents faire l'amour, c'est peut-être un peu de leur faute. Mes parents m'ont parlé de sexualité dès l'âge de huit ans et ce n'était ni intrusif ni

choquant. Les parents ont un grand rôle à jouer dans l'éducation sexuelle de leurs enfants.

L'EVRAS au-delà du cadre scolaire – Table ronde

SOUTIEN A LA PARENTALITE

Christophe DUBOIS, psychologue et animateur au Centre de planning familial de Jette

On m'a demandé de parler de notre projet de soutien à la parentalité. Je voudrais signaler d'emblée que le soutien aux parents tous les plannings le font, cela fait partie de leurs missions. Pour autant, nous avons souhaité développer un projet particulier autour de cet axe. Lancé il y a maintenant un peu plus d'un an, il consiste à fournir un accompagnement pré- et post-natal à des mères en situation de grande précarité et, par extension, aux futurs pères quand ils sont présents.

Pluridisciplinaire et transversal, ce projet propose aux femmes le soutien de l'ensemble de l'équipe et de l'institution dès le début de la prise en charge et de l'accompagnement. Notre groupe comprend une équipe médicale, composée de trois gynécologues et de deux médecins généralistes, qui collaborent tout au long de la grossesse avec l'hôpital choisi par la patiente. L'assistante sociale est la première personne à recevoir la future mère lorsqu'elle s'adresse à notre service. Sa principale mission consiste à construire une relation de confiance et d'établir, en collaboration avec le médecin, un diagnostic des risques psychologiques, sociaux et médicaux. Elle effectue également un travail important d'information et d'accompagnement social. L'équipe juridique s'occupe des éventuels problèmes légaux susceptibles de survenir pendant et après la grossesse. Enfin, les thérapeutes de la cellule psycho-thérapeutique se chargent d'apporter un soutien à la future mère, au futur père ou au couple, et de trouver des solutions adaptées à leurs situations et ressources propres.

Nous avons souhaité créer un groupe de parole et de soutien à la parentalité car nous avons remarqué que l'intervention individuelle n'est pas toujours indiquée et que le dispositif de groupe peut convenir à de nombreuses personnes. Dans certains milieux culturels, la grossesse et la naissance sont des événements entourés et soutenus par la communauté. Une demandeuse d'asile, provenant d'un pays africain où cette tradition communautaire existe, peut se retrouver isolée une fois en Belgique. Nous cherchons donc à remédier à ce changement notable dans l'organisation sociale autour de la mère. Par ailleurs, certaines personnes, en particulier parmi les plus précarisées, peuvent être mal à l'aise, voire intimidées, lorsqu'elles sont seules face à un professionnel, en raison d'un écart de connaissances ou par crainte qu'il ne leur impose sa volonté. Passer par des pairs, par des groupes composés de femmes (ou d'hommes) qui partagent un vécu similaire, paraît moins menaçant. Ces groupes ont également comme fonction de sortir le jeune parent ou le jeune futur parent de l'isolement, en particulier quand le bébé vient d'arriver. Il n'est pas rare qu'après une naissance, les jeunes parents se referment complètement pour ne plus être définis que par leur relation à l'enfant. Ce sont des situations compliquées à gérer pour le jeune parent comme pour l'enfant. Les sortir de l'isolement en créant des liens avec d'autres personnes qui vivent une expérience similaire jette les bases d'une relation saine et agréable avec le nouveau-né.

Le groupe se réunit toutes les deux semaines durant une heure trente. Sa taille est restreinte pour permettre à chacun d'avoir l'espace et le temps nécessaires pour s'exprimer. Il n'y a pas de limite de participation, une femme peut très bien le rejoindre à sa cinquième semaine de grossesse et le quitter lorsque l'enfant a quatre ans. Deux animateurs encadrent ces réunions : l'un est fixe, l'autre intervient en fonction des besoins du groupe.

Je voudrais souligner que, bien que l'on parle d'EVRAS, nous n'éduquons ni les adultes ni les adolescents à ce qui pourrait être une bonne vie relationnelle, affective et sexuelle. C'est particulièrement vrai pour la parentalité. Il n'y a aucune matière à enseigner. On ne peut pas lire un livre et se dire ensuite qu'on va être un bon parent. Quel professionnel va dire à un père ou une mère comment être un bon parent ? Si les médecins, les psychologues, les assistants sociaux étaient de meilleurs parents, ça se saurait. C'est pourquoi, à l'aide de ces discussions entre pairs, et éventuellement aux interventions des animateurs, nous cherchons à ouvrir un espace où les personnes s'éduquent elles-mêmes et progressent pour que, au final, il y ait autant de maternités et de paternités qu'il y a de mères et de pères.

Débat

Intervention de la salle : Parvenez-vous à avoir une participation régulière des parents ? Comment arrivez-vous à les mobiliser ? Dans notre AMO nous avons beaucoup de difficultés à le faire, à trouver le bon moment dans la journée, à faire en sorte qu'ils s'approprient l'endroit.

Christophe Dubois : C'est en effet compliqué. Le confort apporté par nos groupes est différent du dispositif EVRAS imaginé par les pouvoirs subsidiaires, où le nombre d'interventions dans une classe est très cadré et permet de faire un travail extrêmement intéressant et riche, sans cependant pouvoir développer un travail individuel. Dans notre cas, comme les parents viennent autant de fois qu'ils le souhaitent, on peut travailler au cas par cas, sans oublier pour autant le travail de groupe. Nous n'avons aucune exigence de régularité vis-à-vis des parents, même si, au départ, on l'encourage vivement. Certaines personnes n'accrochent pas du tout au dispositif, en partie parce que les groupes sont très hétérogènes. Lorsqu'il y a de grandes différences sociales et culturelles, construire une identité de groupe est assez mal aisé. Mais on rencontre aussi des difficultés de mobilisation. Si certains parmi vous ont des idées pour favoriser la régularité, nous sommes également preneurs.

Intervention de la salle : Je travaille dans un planning familial à Liège. Nous avons un espace assez similaire au vôtre. On y rencontre de plus en plus de jeunes mères, immigrées récentes et déboutées de l'aide médicale urgente. C'est un gros problème pour accoucher dans de bonnes conditions en évitant de lourdes factures. Rencontrez-vous le même genre de situations ?

En ce qui concerne la stabilité du groupe, nous avons des collaborations avec des travailleuses médico-sociales locales de l'ONE. Elles participent parfois aux ateliers

et leur contact permanent avec des mères et des enfants facilite la fidélisation du public.

Christophe Dubois : Je vous rejoins tout à fait sur la nécessité de collaborer avec l'ensemble du secteur susceptible de travailler avec le futur parent ou le parent. Dans cette optique, l'ONE est un partenaire de premier choix. Notre projet étant assez récent, nous n'avons pas encore pu finaliser un tel partenariat, mais nous espérons pouvoir conclure à terme des partenariats avec l'ONE.

Les femmes immigrées récentes représentent un des publics prioritaires de notre projet, puisqu'à la difficulté d'être mère, s'ajoutent des problèmes qu'on ne souhaite à personne : un séjour incertain dans le cadre d'une grossesse, ne pas savoir où l'on va dormir dans la semaine qui arrive, ni comment régler les factures d'hôpital après l'accouchement, ... C'est avant tout pour des situations comme celles-là qu'un projet comme le nôtre a été mis en place, afin de conjuguer suivi médical, accompagnement social rapproché et soutien du groupe.

Intervention de la salle : Observez-vous également une augmentation des demandes d'aide médicale urgente (AMU) ?

Christophe Dubois : Nous ne rencontrons pas tellement ce genre de cas dans notre commune.

Çanan Kaplan, planning des Marolles : On reçoit aussi des personnes en situation irrégulière. Étant assistante sociale de formation, j'introduis souvent des demandes d'AMU aux CPAS de la Ville de Bruxelles avec qui on a une convention. Quand un CPAS refuse, il faut persévérer, il faut se rendre sur place et se battre. On réussit souvent au bout du compte à décrocher une prise en charge. Ce n'est pas facile, mais on peut y arriver.

Fabienne du GAMS : Au GAMS, on organise aussi des ateliers tous les quinze jours pour les femmes enceintes excisées, pour les primo-arrivantes et les migrantes qui ne connaissent pas du tout le système de santé en Belgique. On travaille plutôt avec des sages-femmes. Vos groupes de pairs réunissent-ils des femmes enceintes et des femmes qui ont déjà accouché ? Travaillez-vous sur l'expérience de l'accouchement ? Certaines femmes vivent leur accouchement comme une violence obstétricale ; elles en sortent traumatisées. Abordez-vous ces questions ou apparaissent-elles dans les discussions des groupes ?

Christophe Dubois : Potentiellement, toutes les questions peuvent être discutées. On n'a pas un canevas de thèmes obligatoires. Les seules choses obligatoires sont abordées dans le cadre des entretiens sociaux ou des consultations médicales. Ce que les parents ou les futurs parents amènent, ils le font de leur propre initiative. Pour l'instant, les participantes ne soulèvent pas les questions liées plus directement au déroulement biologique de la grossesse. Cela pourrait arriver. Il faut garder en tête que notre projet n'existe que depuis un an, c'est fort peu.

SERVICES D'AIDE A LA JEUNESSE

Julie HENRIET, psychologue et animatrice au Centre de planning familial du Midi à Anderlecht

Ma présentation se centrera sur notre travail avec les enfants placés en institution. Deux cas de figure peuvent se présenter : soit ces enfants sont placés, de manière temporaire, sans intervention d'un juge mais à l'initiative de la Cocof et à la demande des parents eux-mêmes, pour répondre à des situations familiales compliquées qui exigent une séparation transitoire, soit il s'agit de placements judiciaires. L'une et l'autre situations comportent des problèmes liés à la parentalité.

Faire de l'EVRAS dans ce contexte est assez délicat. D'abord nos interventions ne se font pas à la demande des jeunes. Ensuite, nous venons leur parler de relations, soulever la question du lien alors qu'ils sont dans un rapport de méfiance vis-à-vis de l'adulte. Ce sont des sujets très sensibles pour eux. Enfin, ils s'imaginent que l'on vient d'une famille « normale » et qu'on ne peut pas les comprendre. Arrivant en outre de l'extérieur, nous sommes considérés comme doublement illégitimes. Ils ont aussi l'impression qu'à nouveau ils vont être observés, qu'ils vont encore devoir parler d'eux-mêmes et n'en comprennent pas les raisons. De plus, leur parler de vie affective, de sexualité, de respect du corps, alors qu'ils vivent en collectivité où la recherche d'intimité est leur principal souci ne fait qu'accroître leurs réserves.

Ce projet, lancé il y a trois ans, s'est mis en place à tâtons. Nous avons eu beaucoup de réunions avec l'équipe pédagogique pour tenter de surmonter les mécanismes de défense qui se sont manifestés d'emblée : refus de l'animation, violence en séance, mains sur les oreilles pour ne rien entendre par peur de l'intrusion, etc. Nous devions trouver un mode de fonctionnement confortable pour tout le monde. On a donc décidé de se positionner comme en EVRAS, c'est-à-dire en tant qu'adultes imparfaits mais bienveillants, ouverts, prêts à prendre ce que les jeunes pouvaient nous donner et accepter qu'ils ne nous donnent rien, en insistant sur la liberté de parler ou non.

Nous avons beaucoup réfléchi au cadre de nos interventions. Il devait être présenté clairement et accepté par tout le monde. Il fallait que les jeunes se rallient à l'idée qu'on allait passer régulièrement un moment ensemble, moment qu'on allait construire avec eux, qu'on était un soutien pour eux, pour l'équipe pédagogique mais aussi indirectement pour leurs parents, toujours présents en filigrane, y compris dans leurs silences. Définir ce cadre est véritablement la spécificité de ces animations. Il doit être bien pensé et admis par tous. Je leur ai dit à plusieurs reprises : « en vous rencontrant, j'apprends avec vous. Ce n'est pas ma spécialité de venir vous parler de quelque chose qui vous touche si fort et j'ai peur de faire des erreurs. »

À un moment donné, j'ai décidé que mon approche de l'EVRAS serait différente : le sigle signifierait dorénavant Échange, Vie, Respect, Attention bienveillante et Soutien, pour traduire ma démarche basée sur des échanges vivants, respectueux et soutenant pour eux, leurs encadrants et aussi leur famille, même indirectement.

Je me suis rendu compte de l'importance de pouvoir nommer nous-mêmes nos émotions, notre joie, notre plaisir d'avoir leur confiance, notre peur de les blesser, notre colère face à l'injustice de ce qu'ils vivent et ont vécu, et notre tristesse parfois de ne pas être fiable quand, pour telle ou telle raison, on est contraints de leur faire faux bond. Aussi, quand je devais manquer un de nos rendez-vous, j'envoyais un mail en expliquant les raisons de mon absence, accompagné d'un mot pour chaque enfant. C'est important pour eux de savoir que, même absente, je suis avec eux.

Ces animations sont assez fréquentes. On essaie d'aller au moins une fois par mois et de discuter régulièrement avec l'équipe pédagogique pour prendre du recul, repérer les animations qui ont fonctionné, celles qui ont raté. Il faut vraiment se mettre dans une position d'humilité.

Tout ce dont je viens de parler s'inscrit dans l'EVRAS à cette différence près qu'ici les séances ne remplacent pas un cours de math ou de français mais se déroulent dans des temps réservés au ludique. Quelque part, nous représentons une contrainte supplémentaire.

Mais l'approche que nous avons mise en place porte ses fruits. Au début, l'ouverture était très étroite, aux mains sur les oreilles avait succédé un sourire ou un merci. Ensuite, le lien s'est créé. Nous allons poursuivre ce projet auquel nous tenons.

Débat

Intervention dans la salle : Combien d'enfants suivent ces animations ? La participation est-elle obligatoire ? Comment vous y prenez-vous avec ceux qui sont réticents à s'ouvrir en public ? Depuis combien de temps y participez-vous ?

Julie Henriet : Dans le pavillon où je travaille, il y a trois groupes divisés par tranche d'âge : les 6-10, les 10-15 et les 15-20 ans, mais c'est davantage la maturité des enfants qui justifie les assignations de groupe. En général, les groupes comprennent six à huit personnes.^{[1][2]}

La participation n'est pas obligatoire. Depuis le début, une jeune fille, traversant un questionnement d'identité sexuelle, refuse de venir aux animations. Nous essayons de faire en sorte qu'elle vienne y assister au moins une fois mais essentiellement nous la laissons faire ce qu'elle veut. Nous ne forçons personne.

On organise des animations à la Cité joyeuse depuis quatre ans. Depuis quelques années, les plus âgés, les adolescents, viennent au planning, volontairement et avec les éducateurs. Ayant assisté aux animations les années précédentes, ils sont davantage prêts à poser des questions. De plus, comme ils seront bientôt autonomes, ils s'interrogent sur leur avenir. Avec eux, nous sommes plus dans une approche classique de l'EVRAS. L'une des spécificités du projet est que les jeunes doivent fréquenter l'enseignement spécialisé de type 1 ou 3.

Intervention de la salle : Les groupes sont-ils mixtes ?

Julie Henriet : Oui, mais, en planning, on propose aussi un temps non mixte.

Intervention de la salle : Les enfants placés par le juge vont-ils à l'école ? Sont-ils suivis par du personnel spécialisé autre que les éducateurs ? Où sont-ils hébergés ?

Julie Henriet : Ils logent à la Cité joyeuse. Les enfants placés par le juge vont à l'école la journée et reviennent le soir. Ils bénéficient d'un soutien psychologique et thérapeutique. Ils conservent un lien, parfois très mince, avec leur famille dans le but de la réintégrer progressivement. Dans les cas d'abus sexuels, la mesure d'éloignement est totale et les contacts se déroulent uniquement en Espace-Rencontre.

Un second pavillon est réservé à l'école spécialisée Nicolas Smelten, fréquentée par les enfants placés par la Cocof. Les plus âgés qui sont dans le secondaire se rendent dans des écoles professionnelles ou d'autres établissements spécialisés. Souvent ils sont encore en contact avec leur famille, les parents étant à l'origine du placement. Il peut s'agir de parents toxicomanes, SDF ou connaissant de graves conflits conjugaux. En principe les enfants sont placés dans l'institution avec la perspective d'un retour en famille mais, parfois, cela se solde parfois par un échec et certains y demeurent de la pouponnière jusqu'à 20 ans.

Christophe Dubois : Avez-vous, de la part des équipes soignantes, éducatives, voire des enfants eux-mêmes, des retours individualisés sur l'impact de vos animations ?

Julie Henriet : La psychologue de l'établissement nous rapporte ce que les enfants racontent des animations, sans jamais les nommer bien sûr. L'institution se perçoit comme une sorte de grande famille et n'accepte en son sein ni relation amoureuse ni passage à l'acte. Pourtant, l'un et l'autre existent et il est nécessaire d'en parler. Il y a aussi beaucoup d'abus à différents degrés, de suspicion d'abus et de mensonges sur des abus. J'essaie d'avoir un retour, ne fût-ce que par écrit et de manière anonyme, mais je ne vois jamais les enfants individuellement.

SERVICES POUR PERSONNES HANDICAPEES

Marie JASPARD, psychologue à l'APEM T-21

La démarche de l'APEM en matière d'EVRAS est globale. C'est un cheminement à long terme qui inclut les trois partenaires (les personnes, les parents, les professionnels).

L'APEM est une asbl verviétoise fondée dans les années 1970 par des parents d'enfants trisomiques. Au cours de ces 40 années, douze services ont été créés, allant de l'aide précoce jusqu'au vieillissement. L'association emploie cent personnes et soutient 350 familles.

Dans tous les services, il existait déjà des réflexions sur l'intimité, la vie amoureuse et d'autres sujets apparentés, mais nous n'appelions pas cela EVRAS. Il s'agissait plutôt d'interroger les comportements quotidiens. Les services d'aide précoce avaient ouvert

plusieurs espaces de parole en fonction de l'âge, et ce dès 7-8 ans. Intitulés « Moi, ma trisomie », ils comprenaient différents sous-groupes :

– « Moi, qui je suis ? qu'est-ce que je ressens ? », qui avait pour objet de distinguer l'évolution psychologique des individus de la trisomie ;

– « Ton actu du mois », qui, comme son nom l'indique, se penchait sur l'actualité aussi bien personnelle, que celle du groupe, de la ville ou de la société ;

– « Estime de soi », devenu ensuite « Esthétique », qui rassemblait un groupe de filles interrogeant l'image de soi ; et enfin,

– « Carnet de bord », un groupe d'autodétermination. Mes collègues allaient d'école en école pour constituer un dossier sur la transition.

Désormais, il existe un groupe « Vie affective » pour adolescents et adultes, organisé en collaboration avec le planning familial, où Maria réalise des animations mensuelles.

Notre asbl accorde énormément d'importance à la place de nos partenaires. Des soirées info-rencontres avec les parents ont été organisées il y a quelques années par Anne Dasnoy et, depuis trois ans, le personnel des services adolescents et adultes suit une formation de sensibilisation de trois jours, dispensée par Alain Joret. Depuis deux ans, nous travaillons à l'écriture d'une charte sur la « vie relationnelle, affective et sexuelle » avec une équipe de 7 adultes, 10 parents et 18 professionnels. Elle est en cours de validation.

Notre charte fait huit pages et fournit des lignes directrices aux professionnels et des balises à tous – parents, personnes, professionnels. Nous avons surtout mis l'accent sur les droits, en nous inspirant de la Convention des Nations unies. Nous avons aussi fixé une série de principes pour guider nos pratiques d'accompagnement : l'accès à l'information et à l'éducation ; le respect ; le consentement ; la responsabilité ; l'intimité et la confidentialité. Des thématiques de l'EVRAS, nous avons retenu autant les émotions que les relations et la sexualité. Elle déclare, par exemple : « Tout être humain a une sexualité. Elle se développe de façon personnelle. Chacun a le droit de vivre sa sexualité dans le respect de la loi. La personne aura accès à une information, afin qu'elle puisse exprimer sa sexualité et s'épanouir dans le respect de sa personne et des autres. Nous chercherons avec la personne les moyens de répondre à ses besoins et désirs exprimés via des outils adaptés et/ou des partenaires extérieurs. » En annexe, nous avons inséré une liste de partenaires ressources. Comme le texte est relativement compliqué, il est émaillé d'encadrés faciles à lire et à comprendre, rédigés par sept adultes. Pour l'un des thèmes de la charte, il est écrit : « J'ai le droit de vivre ma sexualité à ma façon. Il y a la sexualité tout seul ou à deux. Les comportements sexuels se passent dans l'intimité. Les deux personnes doivent être d'accord. Je dois me protéger contre les maladies sexuellement transmissibles. »

Voilà l'état actuel du texte. Il est susceptible d'évoluer en fonction des relectures et des expériences nouvelles que nous allons rencontrer.

Maria ROTOLO, assistante sociale et animatrice au planning familial des FPS de Verviers

Je travaille au planning familial des Femmes prévoyantes socialistes de Verviers. L'APEM T-21 nous a contactées pour nous proposer une collaboration sur l'EVRAAS. Nous avons déjà réalisé auparavant des animations sur la vie affective et sexuelle pour un public d'adolescents dans des écoles spécialisées et dans des associations. Dans ce cas-ci, la demande concernait des adultes de 18 ans voire beaucoup plus.

Comme ma collègue et moi-même ne connaissions pas le public avec lequel nous allions travailler, nous avons opté au départ pour des groupes de 5 à 6 personnes non mixtes, à la fois par facilité mais aussi afin d'évaluer les capacités intellectuelles et cognitives des participants et pouvoir nous adapter. Lors de la création des groupes, le personnel nous a relayé les demandes, les besoins, les questionnements des personnes qui fréquentent l'association, et les problématiques qu'elles avaient soulevées. Au cours de notre première séance, nous les avons sondées pour voir si elles étaient d'accord avec l'initiative. Les membres de groupes venaient soit de l'accueil de jour soit des logements supervisés.

Les animations ont eu lieu une fois par mois durant une heure. C'était fort peu mais nous avons des contraintes d'agenda et le projet était programmé pour un an. L'idée était ensuite de discuter de son avenir et voir si l'on allait inclure, dans les animations, l'équipe pédagogique qui assurait déjà un suivi individuel et en sous-groupe.

Soucieuses de créer un espace, un moment pour eux, nous avons consacré notre première séance à écouter leurs attentes, leurs envies. Très vite, on s'est aperçues qu'il y avait des tensions et des jalousies dans les couples et nos premières interventions ont été axées sur l'expression des sentiments et des émotions, ce qui correspondait d'ailleurs à leur demande. Comme tous n'avaient pas accès au langage verbal, nous avons utilisé le photolangage et d'autres outils, dont le bus Sex'etera de la province de Liège. Ils ont beaucoup apprécié. On a aussi abordé assez vite le thème « être un homme, être une femme ».

Au terme de la première année, nous avons fait une évaluation et décidé de reconduire l'expérience en l'améliorant, en examinant les demandes, en réfléchissant aux partenaires et à la composition des groupes.

Finalement, j'ai continué à travailler avec deux groupes, dont une majorité de personnes présentes l'année précédente, auxquelles se sont joints des hommes adultes qui participaient au groupe dont s'occupait ma collègue. Le rythme des séances est resté le même.

Comme certains ont soulevé un moment donné des problèmes liés à leur intimité, notamment lorsqu'ils prennent leur douche, nous avons travaillé les questions de respect de soi, d'intimité de soi et des autres, ainsi que d'hygiène. Les participants aux animations ont réalisé une série de pictogrammes et de photolangages qu'ils ont affichés un peu partout dans l'association. La prévention des IST et la grossesse non désirée ont également été abordées.

Marie Jaspard : Parallèlement, un sous-groupe de cinq personnes, appelé « Et si on parlait d'amour », s'est formé pour approfondir certaines thématiques et mener des activités.

Maria Rotolo : Comme chacun évolue à des rythmes différents et ont des profils et des besoins distincts, il est nécessaire de réadapter régulièrement les groupes en coordination avec l'équipe pédagogique. Nous avons désormais deux lieux d'animation.

Un groupe de six hommes se réunit au service d'hébergement. Ils ont des demandes beaucoup plus concrètes, notamment sur la sexualité, sur la manière de mettre un préservatif ou d'entrer en contact avec des prostituées par exemple. Un moment donné, ils ont souhaité que les animations se déroulent chez eux, dans leur appartement, où ils vivent à deux ou à quatre. N'être ni au planning ni dans les bureaux de l'association mais dans leur lieu de vie a été très valorisant pour eux.

Il y a toujours deux groupes à la Fermette, un groupe d'hommes et un autre de femmes, avec lesquels nous abordons vraiment la vie affective et sexuelle. Il y a également des suivis de couples.

Marie Jaspard : Un nouveau groupe s'est créé « Les Quatre Mousquetaires ».

Maria Rotolo : Puis, on a eu envie de tester une co-animation et l'on a constitué un seul groupe mixte. Leurs attentes, leurs besoins et leurs droits nous ont beaucoup servi de guide par rédiger notre charte. Avec eux, nous avons commencé à faire des jeux de rôle et même les personnes qui avaient peu accès au langage arrivaient à se faire comprendre en passant par le non verbal. C'était épatant.

Marie Jaspard : Nous avons par exemple adapté le « jeu des trois figures » de Serge Tisseron, un outil amené par le planning.

Maria Rotolo : Le thème de mon groupe du mardi soir était « le célibat, le couple ». Certains couples y parlaient d'eux et des questions qu'ils se posaient ; d'autres soulignaient la souffrance du célibat. Cela nous a pas mal interpellées et on a même songé à l'assistance sexuelle. Ce groupe cherchait des réponses très concrètes. Cela nous a amenés à nous rendre dans un magasin pour voir le coût d'un lubrifiant ou d'autres produits d'hygiène, comme des déodorants, des savons, des préservatifs, etc.

Marie Jaspard : Nous sommes aussi allés ensemble au salon « Envie d'amour » et avons apprécié prendre soin de soi et danser.

Nous avons rédigé des parties de la charte avec eux en tenant compte de leurs souhaits. Ils désiraient pouvoir organiser des rencontres en dehors des heures du service d'accueil de jour ou fermer les douches de l'intérieur. Ils envisageaient plus la charte comme un règlement ce qui n'était pas du tout notre vision des choses.

On continue la co-animation parce que ce sont des regards croisés : SAJA planning, Handicap planning, psychologues et animatrices.

Pour la première fois, on est allés visiter le planning. Le 7 décembre nous irons danser au Cube, qui est une discothèque louée par une autre asbl un demi-jour par mois pour un public avec déficience intellectuelle afin d'élargir leur réseau social.

Nous projetons de nous rendre à des soirées dansantes et des soirées rencontres organisées par des institutions de la région de Charleroi. Nous verrons si nous le ferons avec le planning de Verviers...

Débat

Catherine Vanesse, Service Formation de la FLCPF : J'ai été très impressionnée par ce partenariat entre un planning familial et une institution. Depuis un an, nous avons un groupe de travail au CLPS de Liège où les travailleuses de planning ont insisté sur la nécessité impérieuse de nouer des partenariats avec les institutions pour éviter un arrêt brutal après les animations dispensées à l'école et la vie en institution où il existe parfois une interdiction de toute relation amoureuse. Je voulais simplement vous témoigner ma sympathie et vous féliciter pour ce travail.

Maria Rotolo : Dans l'enseignement spécialisé, où je travaille également, nous évitons désormais les séances uniques. Nous avons des groupes de parole mensuels aussi bien en type 1 qu'en type 2. Parfois, l'école m'appelle pour que je réalise des entretiens individuels. Ensuite les éducateurs ou certains professeurs peuvent retravailler certaines matières en classe.

Catherine Vanesse : Apparemment, ce n'est pas toujours facile pour les centres de planning d'avoir un travail de qualité sur le long terme, en particulier avec un public déficient intellectuel qui demande des dispositions spécifiques. Il appartient donc au monde des plannings de s'interroger sur la place à réserver à la vie affective et sexuelle des personnes porteuses de handicap et surtout sur la manière de construire (et avec quels partenaires) ce lien indispensable entre l'école et l'institution pour que les personnes puissent avoir une vie amoureuse de qualité. Nous allons nous inspirer de votre expérience et essayer de l'amplifier.

SERVICES DE SOUTIEN AUX REFUGIES

Rachel ILBOUDO, centre de planning familial des Femmes prévoyantes socialistes

Çanan KAPLAN, centre de planning familial des Marolles

Çanan Kaplan : Cela fait 17 ans que je fais des animations en milieu scolaire, de la maternelle au primaire. J'interviens aussi dans les maisons d'accueil et dans les homes pour un public adulte, ou encore à la demande de Fedasil, de la Croix Rouge ou du Petit Château, pour des primo-arrivants.

Rachel Ilboudo : Moi, je m'occupe du secondaire, où pas mal d'élèves sont aussi des primo-arrivants.

Çanan Kaplan : Lorsque j'interviens auprès d'adultes primo-arrivants, je dois être attentive à leur culture d'origine. Dans certains pays, la sexualité est taboue et la question des relations hommes/femmes, un sujet délicat susceptible de heurter leur vision des rapports sociaux de sexe.

Éviter le choc culturel, ne pas les heurter dans leurs croyances ne signifie pas pour autant prendre des gants. On peut transmettre de l'information sur la culture du pays d'accueil tout en respectant leurs origines. L'objectif est de les amener à réfléchir. Être turque et musulmane m'aide à les comprendre et à ne pas les offenser. Parfois ces personnes sont très étonnées d'entendre une turque parler de sexualité.

Rachel Ilboudo : C'est pareil pour moi. En tant qu'Africaine noire, les gens sont stupéfaits de m'entendre parler de sexualité. Ils me disent : « tu oses, toi ! ». Pourtant, il faut oser. Je leur explique que nous ne sommes pas en Afrique mais en Belgique et qu'il faut s'adapter. Tout en informant les jeunes qu'ici la majorité sexuelle est à 16 ans, j'insiste sur la nécessité du consentement des deux partenaires. Lorsque je rencontre les parents, je leur dis qu'il existe des plannings et des maisons médicales où ils peuvent faire soigner leurs enfants mais aussi recevoir de l'information.

Pour l'éducation des filles, que les familles ont tendance à surveiller de près de peur qu'elles n'amènent la honte, c'est-à-dire qu'elles ne tombent enceinte, j'essaie de leur faire comprendre que ce n'est peut-être pas la bonne solution car plus ils mettront la pression plus elles risquent de n'en faire qu'à leur tête. Je leur conseille de leur laisser leur liberté et de privilégier la communication.

Malheureusement beaucoup de personnes de culture africaine, et peut-être turque, sont encore fermées. C'est dangereux et si on n'informe pas les jeunes dans les écoles, ils vont aller sur internet.

Çanan Kaplan : Dans mes animations EVRAS, lorsque je rencontre une classe mixte, composée de Turcs et de Marocains, je souligne la chance qu'ils ont d'avoir un espace où ils peuvent s'informer, poser des questions qui seraient peut-être malvenues dans leur foyer. Avec les adultes, j'essaie de les sensibiliser à l'éducation qu'ils pourraient donner. En effet, il y a parfois opposition entre ce qu'ils enseignent à la maison et ce que le jeune apprend à l'extérieur.

Les primo-arrivants qui arrivent de Syrie ou de pays du Moyen-Orient sont confrontés ici à des comportements publics qu'ils ne connaissent pas dans leur pays d'origine. Cela demande un gros travail, ce n'est pas facile, nous devons les sensibiliser à l'EVRAS, mais nous devons le faire sans heurter leurs convictions. Nous devons leur montrer que d'autres modèles de société existent à côté du leur. Heureusement, nous disposons de beaucoup d'outils et, parfois, nous faisons aussi appel à des interprètes.

Rachel Ilboudo : À ce propos, je voudrais remercier le CEDIF. Ses ressources et son matériel de qualité nous sont d'une grande aide, y compris pour un public qui ne parle

pas le français.

Débat

Intervention de la salle : J'ai une question sur la multiculturalité. Quel discours peut-on tenir quand on est belge pour ne pas paraître donner des leçons ?

Rachel Ilboudo : Lorsque je vais dans une école ou une association, je donne les raisons de ma présence, j'explique que je suis là pour parler des relations, de l'affectif et de la sexualité. Je leur dis aussi ce qui existe en Belgique pour éviter de tomber malade ou enceinte. En partant de mon propre vécu, je leur indique une ligne de conduite. Souvent, à la fin des animations, ces femmes me disent : « on va vous imiter ».

Intervention de la salle : La question était aussi de savoir comment faire pour ne pas avoir l'air condescendant ?

Maria Rotolo : Il n'y a pas de réponse toute faite. Il faut être en accord avec soi-même, être à l'aise avec le sujet et susciter leur intérêt afin que les réponses viennent de leurs pairs. Parfois, on peut occuper le devant de la scène et, à d'autres moments, on doit pouvoir s'effacer, leur lancer la balle et les laisser parler.

Rachel Ilboudo : Chacun doit agir comme il le sent. Je ne leur dis jamais comment agir. C'est aux participants à prendre ce qui leur convient dans ce que j'ai raconté.

Çanan Kaplan : L'important est d'intervenir dans le respect de l'autre. Il m'arrive de prévoir d'aborder une série de thèmes et, au bout du compte, de discuter de tout autre chose parce que l'audience avait des attentes différentes. On s'adapte aux personnes qu'on a devant nous, à leur âge, à leurs demandes.

Intervention de la salle : J'ai été animatrice dans le passé et j'ai parfois éprouvé le sentiment d'être illégitime par rapport au public auquel j'allais m'adresser. J'exprimais alors clairement mon malaise et j'expliquais que je n'étais pas là pour défendre une vision unique mais plutôt pour qu'elle serve de point de départ à une réflexion à laquelle pourraient se mêler d'autres approches. Se mettre dans cette position d'humilité a toujours permis l'échange et de dépasser les éventuelles réticences de personnes qui n'avaient aucune envie d'aborder ces sujets avec moi. Cela permet de lever certains blocages.

Intervention de la salle (GAMS) : Quand vous intervenez dans les écoles où il y a beaucoup de communautés migrantes, avez-vous rencontré des problèmes avec les médiateurs ou les médiatrices, qui sont un lien entre les élèves, les enseignants et la direction ? Au GAMS, on fait beaucoup d'interventions sur l'excision et le mariage forcé et, en discutant avec des élèves, on s'est aperçu que lorsque certaines filles s'étaient confiées à une médiatrice sur un mariage arrangé, celle-ci, qui appartenait à une communauté où ce type de mariage est relativement fréquent, n'avait pas fait remonter l'information jusqu'à la direction. Avez-vous des séances spéciales avec les médiatrices et médiateurs ?

Çanan Kaplan : Dans les animations scolaires, j'aborde toujours la question du mariage forcé et je laisse des dépliants du réseau « Mariage et Migration ». Un jour de la semaine est d'ailleurs réservé à cette thématique et je réponds alors à des questions spécifiques. C'est un sujet auquel en tant qu'animatrices nous sommes très vigilantes.

Rachel Ilboudo : Moi j'évoque ce genre de choses en présence de notre juriste marocaine, qui parle rifain et arabe. Elle présente les différents types de mariage et la position des femmes dans les sociétés belge et maghrébine. En même temps, elle aborde la question du regroupement familial et met en garde contre le durcissement des règles. Cela fait réfléchir les garçons qui souvent préfèrent aller chercher une fille qu'ils estiment plus sérieuse dans leur pays. Nous discutons de ces problèmes en 5^e et 6^e secondaires. Grâce à cela, on a réussi à éviter 6 mariages forcés : 2 en Turquie du Nord, 2 en Algérie et 2 au Maroc. C'est un sujet qu'il ne faut pas lâcher, il faut en parler tout le temps. Nous devons sensibiliser non seulement les garçons et les filles, mais aussi les parents parce que ce sont les mères qui s'arrangent entre elles. On doit exiger des mères de laisser leurs enfants finir leur secondaire et ensuite de les laisser choisir ce qu'ils veulent.

MAISONS DE RETRAITE ET SEXUALITE DES SENIORS

Cédric CLAUSE, *psycho-sexologue, psychothérapeute systémicien et animateur au centre de planning familial de Tamines*

Sophie COLON, *assistante sociale, sexologue, hypno-thérapeute et animatrice au centre de planning familial de Tamines*

Ce projet est un peu le fruit du hasard. Nous travaillons au planning familial de Sambreville. Comme tous les autres les centres similaires, notre public se compose essentiellement de jeunes. Il y a trois ou quatre ans, le directeur d'une maison de repos a pris contact avec nous car son équipe – employés, infirmières et aides-soignantes – rencontraient quelques difficultés avec les résidents. Pas mal d'entre eux vivaient une sexualité débridée, ce qui a poussé ce directeur à demander de l'aide.

Le jour de notre visite nous avons rencontré des membres de l'équipe – des infirmières, des aides-soignantes, des femmes de ménage et des membres du personnel de cuisine – dont beaucoup étaient des femmes. Elles nous ont parlé de leur désarroi face aux comportements déplacés de certains résidents à leur égard, mais aussi de leur malaise quand elles entrent dans une chambre où des seniors sont en plein ébat amoureux. Elles ne savaient pas comment réagir. Jamais dans leurs études, la question de la sexualité des personnes âgées n'avait été abordée.

Nous avons décidé de relever ce défi et de sortir de notre zone de confort – la sexualité des jeunes et des adultes – pour nous pencher sur la santé sexuelle des seniors. Nous avons commencé par organiser une séance de sensibilisation pour le directeur et le personnel. Mais certains résidents curieux, qui avaient entendu parler du projet, se sont glissés dans l'assistance. Si la problématique suscitait un tel intérêt dans cette maison de

retraite tout à fait classique qu'en était-il des autres ? On a envoyé une série de courriers à d'autres maisons de repos en proposant une sensibilisation à la vie affective des aînés pour leur personnel. On a eu beaucoup de retours, dont certains très positifs.

Parallèlement, en continuant à travailler le sujet entre nous, nous avons eu l'idée de développer, en plus des animations, des modules de formation. Nous avons élaboré deux modules, destinés au départ aux professionnels travaillant en maison de repos. Ensuite nous avons reçu des demandes de la part d'aides-soignantes ou d'infirmières qui s'occupaient de personnes âgées en dehors des résidences, mais étaient confrontées aux mêmes difficultés et se posaient les mêmes questions.

Nous avons commencé à donner des formations interactives, en laissant le plus possible la parole aux membres du personnel. En plus de notre réflexion et de notre analyse du sujet, nous avons besoin de leurs retours. Durant ces quatre ans, nous avons dû apprendre à nous taire, à les laisser exposer leurs pratiques afin de nous en nourrir, de réfléchir à notre action et de faire évoluer notre module de formation. Nous espérons, dans quelques années, en proposer un bien différent du modèle actuel.

Au fil des ateliers, nous nous sommes rendu compte que, lors de leurs études, les professionnels avaient eu peu de cours traitant de la sexualité des aînés. Nous avons alors décidé d'adapter notre module et de le proposer aux écoles. Pour l'instant, nous collaborons avec la Haute École de Namur-Liège-Luxembourg où nous dispensons des formations aux futurs infirmiers.

Travailler avec les aînés nous semblait tout aussi important, c'est pourquoi nous avons mis en place des ateliers mémoire autour de l'amour et de la sexualité. Ensuite, nous avons souhaité aller plus loin. Comme Sophie et moi avons suivi des formations au massage relationnel, nous avons décidé d'y réserver des séances pour introduire l'approche du toucher dans un contexte plus large que le simple cadre thérapeutique. Dans la vie affective et sexuelle, les massages sont aussi une manière d'entrer en contact avec l'autre. L'initiative fut heureuse, quasi magique, car cela a ouvert des moments privilégiés durant lesquels les personnes se confiaient à nous, partageaient des morceaux de leur histoire, de ce qu'elles vivent et ressentent.

Organiser un atelier massage chaque semaine n'étant pas envisageable, nous comptons former des membres du personnel, un ergothérapeute, par exemple, qui accepterait d'occuper cet espace et de devenir une personne de référence pour la vie affective et sexuelle, comme il y a des référents pour la démence, pour l'alimentation, etc.

Enfin, la sensibilisation des familles a constitué un dernier et important axe d'intervention. Dans cette optique, nous avons monté une pièce de théâtre autour de cette thématique que nous jouons dans la maison de repos ou dans des lieux où les familles se réunissent.

Débat

Intervention de la salle : Sensibiliser les futurs soignants à cette problématique est essentiel. Pour ma part, j'ai réalisé un projet intergénérationnel, avec des personnes âgées qui fréquentaient un restaurant social communal et des lycéennes du secondaire spécialisé de type 3. Les échanges se sont déroulés très naturellement et ont été très enrichissants. Au lieu d'être isolés, mis au banc de la société, les aînés méritent d'être écoutés car ils représentent une richesse.

Intervention de la salle : Vous parlez de réapprentissage au toucher. Comment cela se passe-t-il au niveau intime ?

Cédric Clause : On n'interroge pas le côté intime. La sexualité relève du privé. Pour nous, la sexualité, ce n'est pas juste une pénétration. Se donner la main, s'enlacer sont des formes de sexualité. On ne sait pas nécessairement tout ce qui se fait, et on est content de ne pas tout savoir. L'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle, ce n'est pas que du sexe, c'est un sentiment, une caresse, un mot, un geste. Tout ça en fait partie. Le massage est une manière de donner une place à tout cela, mais autrement.

Intervention de la salle : Les maisons de repos, comme les hôpitaux, sont des lieux publics où de nombreuses personnes sont amenées à vivre ensemble. Pourtant, les équipes soignantes n'ont pas l'habitude de prendre les corps en considération, en dehors de leurs pratiques médicales. La sexualité du malade n'est pas leur priorité. Il n'existe aucun lieu, aucun espace pour vivre l'intimité. Je ne pense pas, par exemple, qu'une infirmière frappe à la porte avant d'entrer dans une chambre.

Sophie Colon : Ce sont des gestes devenus tellement banals que plus personne n'y pense : on frappe à la porte et on pénètre immédiatement dans la chambre sans attendre de réponse. L'essentiel de notre travail a consisté à faire prendre conscience au personnel que la chambre des résidents est un lieu privé. Ils y sont chez eux et la moindre des choses est d'attendre que l'on vous permette d'y entrer.

Cédric Clause : Depuis que l'on donne des formations à la HENALLUX, on nous a demandé d'organiser des formations EVRAS pour les étudiants qui se spécialisent en soins palliatifs. Il s'agit évidemment d'un autre public, avec d'autres questions, d'autres tabous, mais qui a tout autant sa place dans ce programme que des élèves de l'enseignement obligatoire ou de jeunes adultes.

L'EVRAS en pratique

Vendredi 25 novembre 2016

Modératrice : Claudine CUEPPENS, FLCPF

Ces textes sont issus de la retranscription des interventions orales des auteurs. Les éventuelles erreurs sont de la responsabilité de l'éditeur.

Mot d'ouverture

Gaëtan DE LAEVER, directeur de la Fédération Laïque de Centres de Planning Familial

Tout d'abord, permettez-moi, en ma qualité de directeur et au nom de la Fédération laïque de centres de planning familial, de vous souhaiter la bienvenue au salon « L'EVRAS dans tous ses états ». Nous vous remercions pour votre présence très nombreuse qui démontre l'intérêt porté à ce sujet et à cet événement. Nous remercions également les très nombreux partenaires présents à ce salon, en particulier le CBPS, le GAMS, la Fédération des centres pluralistes de planning familial et la Plate-Forme Prévention Sida qui nous ont assistés dans l'organisation de cet événement. Enfin merci à vous, madame la ministre, sans qui ce salon n'aurait pu voir le jour.

Comme le titre de ces deux journées l'indique, notre souhait est de mettre en lumière la diversité et la complexité de l'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle, tant au niveau des acteurs que des pratiques. L'EVRAS est une éducation continue qui se dispense et se reçoit à plusieurs moments de la vie et en différents lieux. L'objectif de ce salon est d'illustrer les multiples facettes d'une même réalité.

L'école est depuis plusieurs années l'un des lieux majeurs où s'enseigne l'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle. Depuis l'inscription de l'EVRAS dans leurs missions obligatoires, les établissements scolaires développent des projets pédagogiques pour permettre aux jeunes de se questionner sur leur vie affective et sexuelle. Que ce soit dans un atelier, lors d'une séance d'animation ou d'un projet à plus long terme, accompagné d'un centre PMS, d'un centre de planning familial, d'un centre de promotion de la santé, d'une association, ou simplement de leur équipe éducative, les élèves doivent y trouver des éléments de réponses.

Cette inscription, qui date de 2012, a été suivie, un an plus tard, d'un protocole d'accord destiné à généraliser l'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle dans l'enseignement obligatoire. Signé par la ministre de l'Enseignement obligatoire et la ministre de la Santé de la Fédération Wallonie-Bruxelles, le ministre de l'Action sociale et de la famille de la Commission communautaire française, ainsi que par la ministre de la Santé et de l'Action sociale de la Région wallonne, ce protocole entend offrir à tous les élèves des informations et des animations tout au long de leur scolarité.

Quelques années après l'adoption de cette politique d'action sociale et de santé, ce salon est l'occasion de faire ensemble – acteurs associatifs, politiques, scolaires et familiaux – le point sur la situation. Le défi est-il relevé ? Les moyens nécessaires sont-ils suffisants ? Quels sont les besoins et les ressources des différents acteurs impliqués ? Au-delà de ces questions, ce salon est aussi une opportunité pour partager nos expériences, nos pratiques et nos bonnes idées pour mener à bien ensemble ce projet de société, durant les divers moments d'échanges qui vous sont proposés : conférences, ateliers, stands, tables rondes, ...

En dehors du cadre scolaire, l'apprentissage à la vie affective et sexuelle se joue également dans d'autres lieux et se poursuit à l'âge adulte. Ces deux journées sont aussi l'occasion de s'intéresser aux rôles et aux missions des institutions, associations et services de promotion de la santé pour répondre le mieux possible aux besoins de l'ensemble de la population.

Avec le recueil de données Jade, nous disposons aujourd'hui, pour Bruxelles, d'informations quantitatives sur le nombre d'élèves concernés et d'écoles impliquées, et espérons bénéficier bientôt des mêmes informations pour la Wallonie.

Si ces données quantitatives sont importantes et nécessaires, l'enjeu est également d'assurer la qualité de l'EVRAS. C'est pourquoi nous souhaitons voir aboutir le projet de labellisation des opérateurs. Même si, à nos yeux, le texte initial visant à instaurer ce label doit être peaufiné voire amendé, c'est une étape décisive pour faire progresser la qualité de l'EVRAS en Belgique francophone. Ce label poursuit plusieurs objectifs : rassurer les établissements scolaires sur la fiabilité des informations données, garantir aux acteurs eux-mêmes la possibilité d'aborder l'ensemble des facettes de cette éducation ; exiger une formation de base minimale en matière de connaissances scientifiques, médicales, sociétales, culturelles et de compétences pédagogiques et, enfin, garantir aux animateurs une formation continue dans un monde où la science ne cesse d'évoluer. Vous l'aurez compris, nous sommes convaincus que ce label renforcera et garantira la qualité des animations.

Au-delà de toutes ces questions, ce salon a pour objectif majeur de donner une visibilité à l'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle, et à son intérêt pour la société. Encore méconnue ou mésestimée, elle ne bénéficie malheureusement pas à l'heure actuelle de toute l'attention et des ressources nécessaires à sa bonne mise en œuvre. Nous espérons néanmoins que cette dynamique instaurée depuis plusieurs années à Bruxelles et amplifiée encore grâce à vous, madame la ministre, et à vos collaborateurs, convaincra l'ensemble des régions d'agir dans le même sens.

Je souhaiterais aussi vous présenter le nouveau site, développé grâce à la Cocof et à la Région wallonne, www.evras.be. Destiné aux professionnels de l'EVRAS, il s'adresse également à toutes les écoles. Participatif, il est ouvert à tous, et nous espérons qu'il deviendra une plateforme de dialogues et d'échanges en matière d'EVRAS.

Mot d'ouverture

Céline FREMAULT, membre du Collège de la Commission communautaire française (Cocof), chargée des Familles, des Personnes handicapées, de l'Action sociale et des Relations internationales

C'est un plaisir de commencer cette journée avec vous. Ce salon EVRAS est une première, vous l'avez souligné, et je suis très heureuse du succès rencontré par cette initiative. Vous avez été plus de 250 hier, et êtes certainement au moins 250 aujourd'hui dans les locaux de Bruxelles Environnement, aux côtés des 60 partenaires qui ont souhaité se mobiliser autour de cette thématique. Cela montre l'intérêt de chacun pour un enjeu fondamental.

Je tiens à insister d'emblée sur une ambition, que je crois commune à l'ensemble des acteurs présents, à savoir la nécessité et l'importance des animations à l'EVRAS pour tous nos jeunes, dans chaque type d'enseignement.

La déclaration de politique générale du gouvernement de la Commission communautaire française est particulièrement claire sur la mission à réaliser : tendre à une généralisation des animations EVRAS en Région bruxelloise. Vous le savez, en tant que ministre de l'Action sociale, ma compétence se limite aux centres de planning familial bruxellois, mais d'autres acteurs pratiquent également des animations EVRAS à Bruxelles, dont les centres PMS, les PSE et de nombreuses associations proches du terrain.

Dans le contexte budgétaire actuel, je ne vous cacherai pas que cette mission n'est pas évidente à réaliser. Pour cela, nous avons multiplié les réunions en début de législature avec les acteurs concernés afin de saisir le travail opéré et le chemin que nous pouvions emprunter ensemble. J'ai eu le bonheur de rencontrer des acteurs extrêmement motivés et volontaristes dans ce combat si important. Je profite de ce moment pour remercier chacun d'eux qui se mobilise au quotidien pour réaliser des animations dans des circonstances parfois difficiles. Au fil de mes contacts, j'ai trouvé cette même envie d'avancer dans chaque animateur rencontré sur le terrain, et je remercie d'ores et déjà les centres de planning de faire progresser nos objectifs communs.

Afin de dégager des moyens nouveaux, il fallait d'abord réaliser une mission d'objectivation des animations en Région bruxelloise. Elle a été effectuée sur proposition de la Fédération laïque de centres de planning et avec le soutien financier de la Cocof. Aujourd'hui, le résultat est plus que satisfaisant. Nous avons une vraie cartographie des animations réalisées dans la capitale par les centres de planning à Bruxelles : les écoles touchées, le nombre d'élèves, les thèmes abordés. Cet outil formidable constitue une base indispensable à la généralisation de l'EVRAS. Nous sommes désormais en mesure de fournir des données précises, et non plus des estimations. Ainsi, pour l'année scolaire 2015-2016, les centres de planning ont effectué des animations dans 190 écoles, pour un total de 5.440 heures, et touché 21.095 élèves. Par ailleurs, les thématiques les plus abordées sont les relations affectives, les moyens de contraception et les infections sexuellement transmissibles.

Mais nous voulons aller plus loin. Pour cela, il fallait que le politique concrétise ses ambitions par de nouveaux moyens financiers. La parole, c'est bien, le concret c'est mieux. En 2016, nous avons débloqué 100.000 euros supplémentaires pour renforcer l'EVRAS à Bruxelles, ce qui représente un budget total de 400.000 euros pour l'année. J'ai le plaisir de vous annoncer que, grâce à votre outil de recueil de données performant, grâce à votre volonté, grâce à votre travail de qualité et unanimement reconnu, j'ai décidé d'octroyer 100.000 euros supplémentaires pour la généralisation de l'EVRAS à Bruxelles ce qui portera le budget à 500.000 euros. Je peux vous assurer que 100.000 euros en plus, dans le contexte budgétaire étrié de la Cocof, est loin d'être anodin. Cela marque notre volonté persistante d'encourager les initiatives. La cartographie permet en effet de se rendre du compte du chemin parcouru, et de celui qu'il reste à parcourir.

Les moyens nouveaux sont le résultat de votre travail de qualité, mais ils indiquent aussi clairement mes objectifs politiques. Aux grandes déclarations d'intention, j'ai toujours préféré le concret. Ce budget complémentaire apporte un message clair : la généralisation de l'EVRAS, je veux y arriver, et je veux le faire avec vous. C'est pour cela qu'un des moteurs de mes décisions, en plus de l'objectivation via la cartographie, sera la concertation avec le secteur.

J'aimerais également insister sur le fait que la généralisation de l'EVRAS ne se fera pas simplement par l'entremise des centres de planning. D'autres acteurs sont impliqués. L'objectif de la rentrée 2016-2017 était de poursuivre la généralisation des animations en Région de Bruxelles-Capitale avec les différents acteurs qui font de l'EVRAS, y compris les centres PMS, les centres PSE, ainsi que les associations spécialisées. C'est pour cela que je suis particulièrement ravie de l'initiative de la ministre de l'Enseignement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Mme Schyns, qui a décidé que les centres PMS devaient également encoder leurs animations EVRAS. Mieux encore : les animations seront encodées avec le même logiciel de recueil de données que celui utilisé par les centres de planning. Ceci a pour conséquence heureuse qu'à la fin de cette année scolaire 2016-2017, nous aurons une cartographie quasi complète des animations données à Bruxelles. J'espère aussi, et je sais que des discussions ont déjà eu lieu, que les asbl spécialisées pourront elles aussi encoder leurs données avec ce même logiciel afin d'obtenir une cartographie complète de tout ce qui se réalise à Bruxelles. Cette étape est incontournable pour la généralisation. Pour savoir vers quoi aller, il faut savoir d'où l'on vient. C'est indispensable.

Voici ce que nous pouvions dire sur les aspects quantitatifs, mais j'aimerais également dire un mot sur le volet qualitatif. L'important pour moi est que les acteurs de terrain travaillent dans de bonnes conditions. J'insiste sur des réalités importantes comme la formation continue et l'outillage suffisant. Je sais que vous avez un exposé sur la formation un peu plus tard dans la matinée, je tiens à souligner qu'il s'agit là d'un enjeu majeur. Il faut posséder les armes adéquates pour aller dans des classes dans des contextes parfois difficiles et traiter de thématiques souvent délicates. La formation est un enjeu auquel je suis particulièrement attentive.

En ce qui concerne le label, nous sommes en train d'y travailler avec plusieurs autres ministres francophones. Fixer des critères est indispensable. N'importe qui ne peut entrer n'importe où, n'importe quand pour dire n'importe quoi. Une série de partenariats peuvent poser des questions d'éthique. Il est exclu que des entreprises commerciales pénètrent dans les écoles au nom de l'EVRAS pour présenter des pilules de telle ou telle marque. J'ai bon espoir d'aboutir sur ce dossier avant la fin de l'année. Il est nécessaire d'envoyer un signal très fort qui va dans la bonne direction.

J'espère sincèrement que ce salon sur l'EVRAS sera également l'occasion pour vous d'explorer, de vous enrichir, d'effectuer des rencontres intéressantes, d'innover, de vous exprimer, de mieux comprendre, mais aussi d'envisager de nouveaux partenariats. Souvent les colloques permettent de voir les choses autrement et d'étendre les perspectives.

Je termine en remerciant la Fédération laïque de centres de planning familial pour l'organisation de cet événement. Je voudrais remercier mon collaborateur Martin de Drée, une des chevilles ouvrières du travail opéré qui a joué un rôle essentiel dans les excellentes relations que nous entretenons depuis deux ans.

J'espère que le salon n'est que le point de départ de cette dynamique positive. J'ai vu que vous avez reçu une fiche d'évaluation dans le programme pour voir comment continuer à travailler et progresser. Je pense très sincèrement que s'enrichir à partir du terrain est la meilleure boussole pour la décision politique, et que la généralisation de l'EVRAS à Bruxelles est notre horizon commun. Sachez que je mettrai toutes mes convictions et mon énergie pour vous accompagner dans ce processus au quotidien.

Je vous souhaite une bonne journée. Je ne pourrai malheureusement rester à vos côtés, mais je tenais à être présente ce vendredi matin pour vous témoigner ma reconnaissance pour le travail que vous effectuez. Ce premier salon s'avère déjà un succès et l'on pourrait déjà envisager une seconde édition. Nous nous y attèlerons comme toujours ensemble.

Diversité des acteurs et qualité de l'action

Quelle formation pour les acteurs de l'EVRAS ? L'exemple français

Catherine LEBoulLENGER, sexologue et formatrice académique

Le modèle français est totalement différent puisque, chez nous, tous les acteurs de l'éducation à la sexualité se réfèrent à un seul et même livret, réalisé par les rectorats. C'est à la fois un guide d'intervention pour les collèges, les lycées et les formateurs.

Je vais vous présenter l'histoire du modèle français.

Dès l'origine, l'Occident chrétien a entièrement défini les règles de morale sexuelle. Je vous rappelle que la France est la fille aînée de l'Église. Comme on a pu le voir ces derniers temps, elle l'est restée. C'est ancré. Les pères de l'Église renforcent les interdits jusqu'au Moyen Âge, alternent périodes de répression et de grande permissivité, avec une forme d'éducation sexuelle à travers des écrits libres, voire libertins. On pense à l'amour courtois. Certains pensent que l'amour courtois, c'est la magnification de la femme mais, en fait, elle est magnifiée tout en étant vierge. Il ne se passe rien entre les partenaires. Évidemment, le siècle des Lumières, conjugué à l'urbanisation, est un siècle de libertinage mais pour les nobles et la bourgeoisie, certainement pas pour le petit peuple. Au XIX^e siècle, le modèle de l'Angleterre victorienne cultive la prudence, et l'Amérique se mobilise contre le démon de la luxure, tandis qu'une véritable répression sexuelle s'abat sur la France.

Je vous donne une série de grands noms que nous gardons en tête quand on fait de l'éducation à la vie sexuelle en France. Parmi les pionniers de la sexologie, il y a Hippocrate, ce médecin du V^e siècle, fondateur de la médecine occidentale. Le poète latin Ovide, auteur de « *L'Art d'aimer* », est considéré comme un des grands écrivains de littérature érotique. Saint-Augustin, le fondateur de la morale chrétienne concernant la sexualité et le couple, a écrit des textes sur le mariage, lui qui, avant d'être saint, a mené une vie de patachon, comme tous les saints d'ailleurs. Au XVI^e siècle, en pleine Renaissance, le naturaliste Gabriel Fallope, anatomiste et médecin, découvre les fameuses trompes qui portent son nom. Au XVIII^e et XIX^e, Thomas Malthus s'intéresse à la surpopulation, et donc au contrôle des naissances et de la fertilité, ce qui est tout à fait nouveau en Europe. En 1905, Sigmund Freud publie *Trois essais sur la théorie de la sexualité*. Il pense que l'être humain ne se sexualise pas au moment de l'adolescence et de la puberté, mais bien avant.

En France, évidemment, une longue marche a été faite en éducation à la sexualité. Dès le XX^e siècle, des médecins s'y intéressent. Par exemple, le docteur Régnier donne en

1901 une conférence sur l'éducation sexuelle où il souligne l'ignorance des écoliers et leur démoralisation par manque de réponses à leurs questions. Il rédigera ensuite un traité d'éducation sexuelle et d'hygiène de l'enfance. En 1908, un instituteur donne un cours populaire de moralité sexuelle. Il soulève l'opposition de tous les ecclésiastiques à un moment où laïcité et Église se combattent. L'Église à qui on a retiré le monopole de l'enseignement réagit vivement. Madeleine Pelletier, la première psychiatre française, écrit en 1911 *L'Émancipation sexuelle de la femme*. Comme elle exerce un métier d'homme, elle s'habille en homme. Pour la théorie du genre, il est intéressant de voir que les femmes se travestissent pour exister, pour être prises au sérieux. L'école des parents, en 1947, traduit les idées généreuses qui ont accompagné la Libération. L'inspecteur général François crée un comité ministériel, composé d'enseignants, de parents et des médecins, qui traitent de sexualité. Même s'il ne voit pas l'éducation sexuelle entrer dans les établissements d'instruction publique avant longtemps, il se pose la question des formations mais trouve peu de gens formés ou désireux de traiter de ces sujets.

En 1920, pour combattre la saignée démographique de 1914, une loi très dure est promulguée contre l'avortement, l'usage des contraceptifs et toute forme d'informations sexuelles. Cette loi n'a pas été abrogée mais simplement amendée. Entre 1968 et 1973, des progrès appréciables sont réalisés. On introduit une « information » – pas une éducation – dans les cours de biologie et d'économie familiale et sociale. Depuis lors, la démarche ne se limite plus aux seules données scientifiques, mais privilégie une éducation plus globale de la sexualité qui intègre les dimensions sociales, relationnelles et culturelles. Joseph Fontanet, ministre de l'Éducation en 1973, issu des jeunesses catholiques, édicte la première circulaire sur l'information et l'éducation sexuelle du primaire jusqu'en terminale. Facultative, cette circulaire n'est pas suivie de beaucoup d'effets. Il instaure aussi le Conseil supérieur de l'éducation sexuelle. Notre icône nationale est évidemment Simone Veil qui, en 1974, fait adopter la loi qui porte son nom légalisant l'avortement. Inutile de vous rappeler les difficultés et polémiques que l'on a connues pour faire adopter cette loi qui suscite toujours des discussions.

À un moment donné, on s'est demandé s'il fallait informer ou éduquer à la sexualité, sachant que l'éducation est la prérogative des parents et que certains d'entre eux ne supportent pas qu'on puisse dire qu'on éduque leur enfant quand ils ne sont pas là. L'information se limite au biologique. On s'est aperçu que cela émanait de positions moralistes fondées sur un interdit de la sexualité parce que moins on en dit, mieux c'est. Éduquer suppose, au contraire, d'accompagner l'enfant et l'adolescent, autrement dit d'écouter son questionnement. L'information, quant à elle, relève du cours magistral. En 1976, tout de suite après le vote de la loi Veil, les lois et les circulaires tranchent en faveur de l'information biologique parce qu'on a très peur de parler de sexualité de l'école.

Et puis en 1989 arrive le Sida. Parfois, les crises, les épidémies amènent des progrès. La prévention se met en place et on commence à parler de sexualité. Quelquefois maladroitement, d'autres très violemment. Des associations exhibent des phallus en plastique devant des jeunes qui n'y sont pas préparés. Ces interventions violentes et maladroitement heurtent, alors qu'il ne faut pas qu'une séance d'éducation à la sexualité choque.

En 1992, on décide d'installer des distributeurs de préservatifs dans les lycées. Mais une fois les distributeurs vides, on ne les remplit plus ! C'était une bonne idée mais elle n'a pas été soutenue par une volonté politique. Des gens pensent que ces machines n'ont rien à faire au lycée.

En 1996, une circulaire institue des séances obligatoires, en complément du cours de sciences de la vie et de la terre. Je vous rappelle que dans les lycées professionnels, cette matière n'est pas donnée. Ils ont quand même une éducation à la santé mais cela signifie qu'aujourd'hui tout le monde n'est pas encore formé. On demeure davantage dans le registre de l'information que dans celui de l'éducation.

En 2000, la rectrice de l'Académie de Toulouse, Nicole Belloubet rédige une première convention pour la promotion de l'égalité fille/garçon.

Le 4 juillet 2001 est adoptée la loi Aubry relative à l'IVG et à la contraception. Cette loi très importante prévoit au moins trois séances annuelles d'éducation à la sexualité, sans fixer de durée. Une séance peut durer trois jours, une semaine... Le décret d'application est passé au *Bulletin officiel* du ministère de l'Éducation nationale du 27 février 2003, qui est la Bible de tout intervenant en éducation à la sexualité. Nous, on ne dit plus EVRAS. Les Français ont retiré le mot affectif parce qu'ils le pensent réservé aux parents.

Aujourd'hui en France on a adopté la loi sur le mariage pour tous. Vous savez à quel point ce fut difficile et certains veulent la remettre en cause. Elle a permis de banaliser l'homosexualité. Lors de séances d'éducation à la sexualité, des jeunes nous ont dit « c'est normal d'être homosexuel », ce qu'on n'avait jamais entendu auparavant. Parallèlement, on assiste à une montée de l'homophobie avec des propos très violents. Pour la contrer, des affiches ont été distribuées dans les lycées et des séances d'éducation à la sexualité conseillées. Mais aucune consigne n'est donnée sur la méthode à appliquer.

En matière d'éducation à la sexualité, il faut recourir à la pédagogie du détour, c'est-à-dire ne pas dire qu'on va parler de sexualité. Si on l'annonce, on fait face à une levée de boucliers. Je forme tous les partenaires qui font des séances d'éducation à la sexualité : médecins, infirmières, professeurs. Je m'occupe aussi, au niveau départemental, des conseillères conjugales, familiales et de planning, etc. Nous poursuivons les mêmes buts : connaître et s'approprier les objectifs de la circulaire 2003, sensibiliser les intervenants aux différentes variations de la sexualité humaine, permettre une réflexion sur soi comme professionnel intervenant en éducation à la sexualité, repérer les difficultés spécifiques des jeunes afin d'adapter les interventions et d'utiliser au mieux les ressources locales.

Les séances d'éducation à la sexualité s'inscrivent dans le cadre de la promotion, de la prévention et de l'éducation à la santé. La prévention épidémiologique, les principes de précaution, la protection, les lois, tous les acteurs sont impliqués. La résolution des risques de maladies et d'accidents auxquels est exposée la population est un problème de santé publique. Comme souvent, ce sont les crises qui font avancer les choses. L'éducation à la sexualité ne fait pas exception.

On observe, on diagnostique les besoins, on planifie les ressources, on voit avec quels acteurs travailler. L'implication des décideurs est évidemment importante parce que, si un directeur refuse l'éducation à la sexualité malgré la loi, il n'y en aura pas. Depuis 2013, on sent une certaine frilosité. À la lecture du rapport du Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes, on s'aperçoit que, depuis 2013, beaucoup d'initiatives ont été abandonnées à cause de l'action « journée de retrait des enfants de l'école ». À la suite des « ABCD de l'égalité », programme d'enseignement, du primaire à la terminale, de lutte contre le sexisme et les stéréotypes de genre, créé en 2013, une mère a fait courir la rumeur que la théorie du genre consistait à apprendre l'homosexualité aux enfants. La rumeur a gonflé et entraîné un important mouvement de « journées de retrait des enfants de l'école ». Benoît Hamon, ministre de l'Éducation nationale de l'époque, a eu très peur et a purement et simplement annulé le programme.

La circulaire de 2003 dispose que l'éducation sexuelle est inséparable des connaissances biologiques, mais qu'il faut prendre en compte les dimensions psychologiques, affectives, sociales, culturelles, etc. Cette éducation se fonde sur des valeurs humanistes de tolérance et de liberté, de respect de soi et d'autrui. Elle doit trouver sa place à l'école sans heurter les familles ou froisser les convictions de chacun. Par exemple, si une jeune fille vous dit qu'il faut rester vierge jusqu'au mariage, on ne peut répondre ni oui ni non. Il faut renvoyer la question au groupe sans donner son avis. C'est pourquoi il est nécessaire de former les acteurs en ce sens.

La sexualité humaine, l'anatomie, la physiologie relèvent du biomédical et donc du cours de sciences de la vie et de la terre. Le champ psycho-affectif concerne le développement psycho-affectif de l'enfant au sein de la famille. Je suis sceptique sur ce point parce que la famille n'apprend rien du tout aux enfants en matière de sexualité. Dans le champ social, la sexualité, c'est la loi symbolique, le code civil, le code pénal, le sexe et les médias, le sexe et l'argent, l'exploitation sexuelle, les cultures et les religions. C'est ce champ-là qui est le plus abordé à l'école. Parfois un intervenant doué peut s'avancer dans le champ psycho-affectif et parler de Freud, de proto-féminité, etc. La sexualité se trouve donc à l'intersection des trois champs qui fondent notre humanité, elle est une construction entre l'inné et l'acquis, entre la nature et la culture.

L'école cherche à lutter contre une éducation à la sexualité informelle, répressive, non dite, exhibitionniste. Il suffit de regarder autour de soi, le sexe est partout, mais il n'est pas dit. C'est répressif et exhibitionniste. Regardez les affiches autour de vous, l'exhibitionnisme est partout, et c'est une perversion sexuelle. L'école a choisi une éducation à la sexualité verbale, explicite et formalisée. L'idée est que tout le monde puisse entendre une séance d'éducation à la sexualité sans être choqué.

Tout le champ social est abordé à l'école, je l'ai dit. On parle aussi de la loi symbolique, de la loi qui n'est pas écrite, ce sont les interdits fondamentaux qui sont des règles propres à toutes les sociétés si on veut qu'elle perdure. Il y a bien sûr des transgressions, en particulier durant les guerres. Certains jeunes n'ont pas intégré ces interdits parce que la famille ne les leur a pas transmis. Si l'école ne le fait pas, qui va le faire ? Prenons l'anthropophagie. Il y a plein de façons de manger quelqu'un. Les mères abusives, d'une certaine façon, mangent leurs enfants. Quand un bébé est mignon, on lui dit « Je vais te

manger », c'est gentil, mais c'est de l'anthropophagie déguisée. Ces interdits sont qualifiés d'universels. C'est surtout l'inceste mère-fils qui est interdit. C'est toujours du côté des femmes que c'est le plus dangereux. Si ces interdits ne sont pas respectés, on est dans la fusion, la confusion, la mort psychique, etc. Et malheureusement, ça se transmet de génération en génération.

Les questions difficiles sont abordées en formation parce qu'elles sont très importantes et qu'il faut savoir y répondre. On recourt aux jeux de rôle. Comme les jeunes posent souvent des questions sur le normatif – « est-ce que je suis normal ? » – ou sur les valeurs, il faut être bien au clair avec les normes et les valeurs, tout en sachant que les normes changent, tantôt elles évoluent, tantôt elles régressent. Au Japon, par exemple, l'avortement est un moyen de contraception et personne n'y trouve rien à redire. On estime là-bas que c'est mieux que prendre la pilule, que c'est meilleur pour la santé.

L'éducation à la sexualité, c'est le b.a.-ba de l'intervenant. Si, en tant que parents, éducateurs, vous êtes restrictifs, vous ferez quelqu'un de conforme. Si vous êtes dans la restrictivité-hostilité, vous ferez quelqu'un de névrosé. Si vous êtes trop permissif, vous ferez des déviants. Si, en plus de la permissivité, on est dans la pure hostilité, on construit de la délinquance.

Nous avons les mêmes partenaires que vous : les enseignants volontaires, les cours de sciences de la vie et de la terre obligatoires où l'on dispense de l'information, les médecins et les infirmières scolaires, les assistantes sociales et les directions. Il y a aussi le Comité d'éducation à la santé et à la citoyenneté qui existe dans tous les structures scolaires en France. Il rassemble les différents partenaires qui ont défini la politique de prévention de l'établissement, dont l'éducation à la sexualité. Et les partenaires externes sont les centres de planification d'éducation familiale.

Tous les partenaires signent une convention avec le rectorat. Il arrive que certains recteurs très catholiques freinent des quatre fers. Quand on passe un concours, on ne demande pas vos convictions religieuses. En plus il est interdit de faire de la discrimination. Donc parfois, c'est très difficile à gérer. Certains professeurs masculins refusent de serrer la main des femmes. Ce n'est pas facile de concilier tout ça. Il y a aussi des catholiques qui travaillent très bien et laissent leurs convictions au vestiaire. Tout est possible.

Débat

Intervention de la salle : Connaît-on la proportion de directeurs qui refusent les animations ?

Catherine Leboullenger : Il me semble que cela prend de l'ampleur. Certains chefs d'établissement craignent la réaction des parents et refusent tout net. D'autres nous interdisent de parler de sexe, mais nous demandent d'en parler quand même. Nous rejoignons là la pédagogie du détour. Nous noyons cela dans la promotion à la santé. Comme les jeunes ne parlent pas à leurs parents de ce qui se passe à l'école, ils ne disent pas que l'on y parle d'éducation à la sexualité... Une année, alors qu'un chef

d'établissement était totalement opposé à toute éducation à la sexualité, j'ai travaillé avec un professeur de français qui avait parlé à ses élèves de Gustave Courbet et de « *L'Origine du monde* ». Tous les lycéens ont évidemment voulu voir le tableau. Cela a donné lieu à une séance d'éducation extraordinaire, où on a travaillé autour du sexe féminin. On peut faire de l'éducation à la sexualité n'importe où. Il suffit d'avoir un fil et de le tirer le fil.

Intervention de la salle : En Belgique, les acteurs de l'EVRAS sont les centres de planning familial, les PMS, les PSE. Ils sont extérieurs à l'école. Comment cela se passe-t-il en France ?

Catherine Leboullenger : Il y a les enseignants et le personnel médico-social à l'intérieur de l'établissement, mais à l'extérieur, évidemment, il y a beaucoup de conseillères conjugales et familiales. On ne travaille pas beaucoup avec les centres de planning familial malheureusement parce que les rectorats les trouvent trop militants. On travaille donc plus avec les centres de planification et d'éducation familiales, qui ne sont pas attachés au mouvement du planning.

Mais il faut absolument s'occuper des garçons. Pour Freud, la féminité se construisait après la masculinité. Aujourd'hui, certains sexologues pensent le contraire. Avant de construire sa masculinité, l'homme devrait passer par un stade féminin. C'est assez logique puisque son premier objet d'amour est sa mère, le féminin. C'est donc très difficile de devenir un homme. On rencontre d'ailleurs beaucoup plus de problèmes d'identité sexuelle chez les hommes que chez les femmes. Il faut donc bien s'occuper des garçons parce qu'il suffit qu'ils aient une mère un peu trop envahissante et un père absent pour que ça fasse des ravages au niveau de leur sexualité et de leur identité.

Claudine Cueppens, modératrice : J'ai ressenti vos propos comme assez normatifs, notamment parce que vous estimez que les animations doivent être entendues par tous et que l'intervenant ne peut donner son avis. Par ailleurs, vous dites faire peu appel aux plannings car ils sont trop militants. Craignez-vous qu'ils disent des choses qui ne sont pas acceptables ?

Catherine Leboullenger : Certains recteurs ont été choqués, à tort ou à raison, par les interventions des membres des plannings car la perspective était trop féministe et ils n'accordaient aucune place à la parole des garçons. Je n'en ai personnellement jamais fait l'expérience.

Intervention de la salle : Comment expliquez-vous les réactions que suscitent les mots sexe, sexualité, etc. ? Pourtant tout le monde vit le sexe, aime le sexe, voit le sexe, en est issu. Je me suis aperçu de ce type de comportement lors d'une exposition où je présentais des symboles berbères d'origine païenne – et notamment le losange qui représente le sexe féminin et la fécondité. Chaque fois que je prononçais le mot « sexe », les gens avaient des réactions étranges.

Catherine Leboullenger : C'est une vaste question. La sexualité fait partie de l'intimité, elle a toujours été taboue. Comment expliquer ce tabou ? Ce n'est pas tant le sexe qui

est tabou, c'est le statut de la féminité et le statut de la masculinité. Le masculin est jaloux du féminin, et vice-versa. Ça crée des tensions. Sans interdits, la sexualité des hommes mènerait au chaos. Si on se laissait emporter par cette vague de sexualité, on ferait n'importe quoi. C'est pour cette raison qu'il faut des règles. D'ailleurs les gens sont de plus en plus perdus aujourd'hui vis-à-vis de la sexualité parce qu'ils ne savent plus ce qui est bien et ce qui est mal, ce qui est normal ou pas. Ensuite la sexualité, c'est une rencontre entre deux personnes, c'est une rencontre intime ; elle n'a pas à être étalée sur la place publique. Aujourd'hui, on voit qu'il y a une contradiction : la sexualité se montre au grand jour mais doit être tue.

Intervenant de la salle : Il me semble qu'avant le Moyen Âge, elle était moins taboue. On a créé ces normes et le genre humain s'est retrouvé déstabilisé. Ces normes et interdits ont été imposés par les religions ou autre.

Catherine Leboullenger : C'est vrai. Si l'homme s'écoutait, il serait polygame. Ce tabou vient aussi de la procréation. C'est la femme qui procréé. Elle sait qu'elle est la mère de ses enfants, alors que l'homme ne peut jamais en être certain. Il vient de là le tabou de la sexualité. C'est pour cette raison que les prêtres ne peuvent pas se marier. Ce n'est pas parce que la sexualité est bonne ou mauvaise, mais parce que l'Église serait obligée de distribuer ses biens en héritage. Elle a donc préféré décréter le célibat. Cela n'a rien avoir avec le tabou de la sexualité.

Comme les femmes enfantent, il fallait bien les surveiller pour être sûr qu'elles ne fassent pas des enfants n'importe où, n'importe quand, avec n'importe qui, car que deviendraient les pères et les hommes là-dedans ? Je pense que c'est une des raisons pour lesquelles la sexualité est cachée et aussi taboue.

La formation en Belgique : diversité et complémentarité de l'offre – Table ronde

FEDERATION LAÏQUE DE CENTRES DE PLANNING FAMILIAL (FLCPF)

Catherine VANESSE, responsable des formations

Avant de vous présenter en détail notre programme de formations, arrêtons-nous sur l'origine de leur mise en place. Fondée à l'initiative de militantes féministes au cours des années 1970, l'EVRAS s'organise sous la forme d'animations de groupe dans le but de transmettre leur expérience et leur savoir-faire aux plus jeunes ou aux moins expérimentées d'entre elles. Au même moment, elles s'engagent dans la lutte pour la dépenalisation de l'avortement et le libre accès à la contraception. C'est tout le combat pour la réappropriation de son corps qui se met en marche autour de slogans tels que « Mon corps m'appartient » ou « Notre corps nous-mêmes ».

Le mouvement s'est ensuite structuré et orienté vers l'éducation sexuelle en organisant des formations plus régulières pour les médecins ou les travailleurs de centres de planning familial. Depuis plus de quarante ans maintenant, ce désir de transmission est devenu une nécessité pour partager notre expérience, retracer le processus pédagogique ainsi que les fondements qu'il sous-tend.

Tous nos modules sont construits au départ de questions et de préoccupations des intervenants du secteur social, des secteurs de la santé, de la santé communautaire et de l'aide à la jeunesse. Grâce aux évaluations fréquentes, ils sont régulièrement adaptés pour rester en phase avec les besoins et aspirations de notre public.

L'EVRAS étant avant tout une question de santé publique, notre Fédération y accorde une importance toute particulière. Ce processus éducatif est l'un des dispositifs qui répond le mieux aux objectifs fixés par l'OMS. En effet, en favorisant une vie relationnelle, affective et sexuelle dans le respect de soi et des autres, il contribue à garantir « un état de bien-être physique, mental et social dans le domaine de la sexualité, ainsi que la possibilité d'avoir des expériences sexuelles qui soient sources de plaisir et sans risque, libres de toute coercition, discrimination ou violence ».

Ces dernières années, le cadre législatif et réglementaire s'est considérablement enrichi. En 2012, le décret « mission » a été modifié pour insérer l'EVRAS dans les objectifs généraux de l'école et, en 2013, à la suite de la signature du protocole sur la généralisation de l'EVRAS en milieu scolaire, une circulaire a été adressée à 4.550 établissements.

Pour nous, l'EVRAS est aussi un outil de promotion, destiné à stimuler l'esprit critique des jeunes vis-à-vis de la vie affective et sexuelle, prévenir les grossesses non désirées, réduire les risques des maladies sexuellement transmissibles et encourager l'utilisation de contraceptifs fiables et peu coûteux.

En 2017, l'éducation à la sexualité s'avère donc plus que jamais légitime et nécessaire. C'est pourquoi, de plus en plus de personnes doivent être formées et font appel à nous.

Notre programme offre une variété de modules qui abordent la diversité sexuelle et inscrit la fonction d'animateur en EVRAS dans différents contextes – multiculturel, migratoire, lutte contre les violences, place de la sexualité dans les institutions qui accueillent les personnes porteuses de handicap, etc. Nous proposons une vingtaine de modules qui s'articulent autour de trois axes principaux : sensibilisation destinée au grand public, formations sur des thématiques spécifiques et formation continue pour les professionnels.

La sensibilisation pour le grand public prend souvent la forme de matinées d'échanges et de réflexion : des journées sur les enjeux et les impacts de la généralisation de l'EVRAS ou sur des aspects plus particuliers, comme la mise en place de cellules EVRAS dans les écoles, l'hypersexualisation, ou encore l'éducation sexuelle dans ses rapports à la multiculturalité. Grâce à l'intensification des activités de sensibilisation, nous avons réussi, ces deux dernières années, à toucher un nombre croissant d'enseignants concernés par la vie affective de leurs élèves.

Ces journées amènent souvent ce public à prolonger sa réflexion pour ensuite participer à des formations de plus longue durée. Ce sont les formations de base. Dans leur programme figurent la connaissance des contenus de l'EVRAS, la compréhension des enjeux du positionnement ou de l'attitude des animateurs et l'appropriation de techniques et d'outils. Citons par exemple les trois journées consacrées à l'approche de l'éducation à la vie affective et sexuelle, l'EVRAS pour les écoles fondamentales et les animations dans les écoles secondaires.

Les formations spécifiques se caractérisent par une alternance entre apports théoriques, temps de découverte et expérimentation des techniques d'animation et des outils pédagogiques adaptés à des publics plus spécifiques, souvent victimes d'inégalités sociales de santé. Signalons entre autres les interventions en milieu festif dans une perspective de promotion de la santé, les journées sur le dépistage d'IST et du VIH en planning, sur les violences conjugales, ou encore les activités EVRAS et handicaps pour les personnes déficientes intellectuelles. Nous proposons aussi des interventions animées par des experts de notre centre de ressources « sexualités & handicaps », ainsi que l'accompagnement de personnes handicapées pour les aider à surmonter leurs difficultés.

La formation continue s'adresse davantage aux professionnels du secteur des centres de planning familial. Elle comprend des journées sur l'accueil en centre de planning, des recyclages pour les médecins, des remises à jour des connaissances en matière de contraception, d'IVG et de mutilations sexuelles. Au-delà de l'apport théorique, une large place est laissée aux participants. Il est important que les différents opérateurs puissent se rencontrer, envisager des collaborations et partager leurs expériences.

Ces formations reposent sur un large panel de formateurs avec lesquels nous travaillons depuis plusieurs années et que je remercie au passage : le CERIAS, le CBAI, Repères, NADJA, l'APES, PROVAC, les centres locaux de promotion de la santé et leurs points d'appui, le GAMS, le CIRE, et bien d'autres.

Pour celles et ceux qui souhaitent connaître davantage le métier de formateur, plusieurs ouvrages ont été publiés ces dernières années : « *Éduquer à la sexualité en 2017, un métier qui s'apprend* », « *Il m'arrive quelque chose* », qui est un guide pédagogique qui retrace l'implantation d'une cellule EVRAS dans des écoles et, tout récemment, *Jouissez sans entraves* de Fabienne Bloc et Valérie Piette.

Notre expertise en EVRAS est multiple ; elle est à la fois théorique et pratique. Notre expérience de terrain s'enracine dans les rencontres fréquentes avec nos publics bénéficiaires finaux, avec les acteurs dans le cadre des modules de formation ou des accompagnements de projets, et dans l'apport des formateurs.

Relevons encore l'expertise apportée par les divers partenaires internes et externes qui animent les cellules EVRAS dans les écoles : les plannings, les PSE, les PMS, les AMO, les maisons des jeunes, les coordinations Sida, et diverses autres asbl spécifiques. Ces cellules attestent qu'une vision collective peut être créée autour d'un projet commun. Son inscription dans une logique de projet d'une durée de trois ans permet le développement d'actions en continu dans une approche globale de la santé.

Les publics visés sont bien sûr les intervenants spécialisés, essentiellement les travailleurs de centres de planning familial, tous les intervenants de promotion de la santé, des acteurs plus spécifiques, mais aussi le public cible : les adolescents, les jeunes adultes, et, plus récemment, dans le cadre de notre plan global 2017-2020, les personnes porteuses de handicap et les jeunes résidents des centres Fedasil ou de la Croix Rouge.

Nous avons aussi conclu un grand nombre de conventions avec les équipes éducatives scolaires, avec tous les types d'enseignement : l'enseignement général, technique, professionnel, spécialisé, les CEFA, les hautes écoles, les associations de parents, les pouvoirs organisateurs et toutes les écoles affiliées.

Ce travail est rendu possible grâce aux différents services de notre Fédération : le service citoyenneté, le service de communication, le centre de documentation et le service politique. Soulignons encore l'importance du CEDIF, qui intervient systématiquement dans toutes nos formations de base et y présente les outils et ressources documentaires récents. Il abrite également une importante bibliothèque riche de 600 ouvrages, de revues spécialisées dépouillées, de dossiers de presse thématiques, ainsi qu'une base de données informatisées qui contient plusieurs centaines de références d'articles, livres et différents documents.

La Fédération plaide pour l'instauration d'une formation « certifiante » afin que l'ensemble des professionnels puissent bénéficier des fondamentaux théoriques et pratiques en matière d'éducation sexuelle. Différents opérateurs pourraient être agréés et un cursus minimum arrêté. Parallèlement, il convient d'assurer une formation continue pour maintenir à jour les connaissances des travailleurs dans différentes matières. Enfin, une charte reprenant les valeurs et la philosophie des animations en EVRAS pourrait être rédigée. Elle devrait comprendre les éléments suivants : les rôles, les missions, l'accessibilité, la défense des droits sexuels et reproductifs, la prévention et les engagements de chacun.

PLATE-FORME PREVENTION SIDA

Thierry MARTIN, directeur

En écoutant l'intervention de Mme Leboulenger, je me suis souvenu d'actions concrètes qui illustrent l'importance de former des personnes relais. Souvent, on nous demande de faire de la prévention des IST et du VIH dans les écoles, pourtant, une fois sur place, on nous interdit de diffuser notre brochure, car elle contient des représentations des modes de transmission du virus. Je ne vous parle pas de la distribution de préservatifs ! Plus récemment, nous avons été appelés pour une animation de terrain costumée en nous priant de ne venir qu'avec le déguisement du virus et pas celui du préservatif ! Il reste donc un énorme travail de sensibilisation des relais à faire, d'autant plus que nous sommes dans un contexte de recrudescence importante des cas d'infection. Même si le VIH concerne un peu moins les jeunes, cela reste malgré tout notre public prioritaire, en particulier si l'on prend en compte les IST. Une jeune fille sur vingt serait infectée par la Chlamydia. Comme elles ne sont pas toutes lesbiennes, il est donc nécessaire de sensibiliser aussi les garçons.

Ces dernières années, le contexte du VIH a totalement changé. Les traitements préventifs ont fait des miracles et, désormais, une personne séropositive traitée a une espérance de vie quasi normale, une qualité de vie normale et une charge virale indétectable. Cela a eu un très grand impact sur la prévention. Malheureusement cela reste trop peu connu, en particulier des relais. Le préservatif n'étant plus l'unique moyen de prévention, cela nous amène à diffuser de nouvelles stratégies plus complexes, à savoir la combinaison du préservatif, du dépistage et des traitements. Le préservatif reste très important mais nous sommes de plus en plus dans un contexte d'individualisation de la prévention en fonction de la personne ciblée. On ne parle pas à un jeune homosexuel de la même manière qu'à un jeune hétérosexuel.

Je n'entrerai pas en détail dans les objectifs 90-90-90, mais, en résumé, nous avons les armes nécessaires pour éradiquer le Sida. En effet, si toutes les personnes séropositives sont diagnostiquées et traitées, leur charge virale deviendra indétectable ce qui empêchera toute nouvelle contamination. Il faut donc renforcer les dépistages et l'accès au traitement.

De nouvelles stratégies de dépistages sont apparues récemment que l'on doit traduire dans de nouveaux messages, notamment sur les délais. Ceux-ci varient en fonction du type de dépistage utilisé. Pour passer un test de dépistage et avoir un résultat certain, le délai est de quatre à six semaines pour une prise de sang, et de trois semaines pour un autotest ou un test rapide d'orientation diagnostique (TROD). Je n'entrerai pas dans les détails de la prophylaxie pré-exposition (PrEP), qui permet à des personnes séronégatives de se prémunir. Tout cela détermine un nouveau cadre de travail et il est important que les acteurs puissent en comprendre les enjeux, les avantages, les limites et les modes d'application concrets. Nous devons adapter notre discours aux publics auxquels nous nous adressons. Comme l'a montré l'enquête que nous avons réalisée avec Durex, les modes de transmission du VIH sont encore largement méconnus. Le savoir est pourtant fondamental.

Deux types d'actions sont proposées aux relais : des formations en collaboration avec les centres locaux de promotion de la santé pour mettre sur pied des modules adaptés aux situations locales ou régionales ; et des formations et discussion à la demande des relais eux-mêmes. En ce moment, elles portent surtout sur les stratégies de dépistage et, en particulier, sur le rôle que les centres de planning familial peuvent jouer par rapport aux autotests et aux tests rapides. Nous avons aussi, bien entendu, des formations à l'attention du public, qu'il soit jeune, moins jeune ou constitué de personnes vivant avec le VIH, sur lesquelles je ne m'étendrai pas ici.

Notre objectif est évidemment d'améliorer les connaissances sur le VIH et les IST, mais aussi d'enrichir le savoir-faire des participants et les former à l'utilisation des outils. C'est aux relais de savoir quels outils envoyés par la Plate-Forme peuvent convenir à leur public.

On constate parfois que les demandes des relais ne correspondent pas à celles du public cible. Par exemple, certains publics nous disent que, pour parler de Sida, il faut parler de sexualité et mener des campagnes plus suggestives alors que des relais considèrent que ce type de visuels est moins porteur. Comment faire converger ces demandes ?

Il est nécessaire enfin d'identifier les bonnes pratiques et les outils à utiliser selon le contexte et les thématiques. La question du VIH doit, à un moment donné, intégrer d'autres thématiques liées au genre, à l'identité sexuelle, et aussi au vieillissement, etc. Les personnes âgées qui vivent avec le VIH nous confrontent à d'autres enjeux. De plus en plus souvent, nous devons répondre aux demandes de maison de repos qui sont désarmées pour accueillir dignement les personnes séropositives.

ALTER VISIO

Clémence GEVA, chargée d'animation et de formation

Alter Visio est une organisation de jeunesse LGBTQI – lesbiennes, gays, bi-, trans-, queer, intersexes.

Alter Visio fait de l'animation scolaire en évitant les séances ponctuelles. Nous préconisons trois à cinq interventions. Nous faisons également de la formation et de la sensibilisation pour tout public, rédigeons des articles et concevons des outils pédagogiques.

La formation, à proprement parler, a plusieurs objectifs, et notamment d'intégrer la diversité des orientations sexuelles et des identités de genre au sein de l'ensemble des actions à destination des jeunes. L'idée poursuivie est d'inclure les homosexuels, les bisexuels, les transgenres dans les actions. Dans nos formations, on aborde les thématiques liées à la diversité des orientations sexuelles et des identités de genre afin de préparer les futurs animateurs à réagir face à des manifestations homophobes ou face à un « coming out ». Que faire quand un jeune révèle son homosexualité en animation, comment réagir ?

Nous avons plusieurs publics cibles, principalement les centres de promotion de la santé, les plannings, les PMS, les PSE, ainsi que tous ceux qui travaillent avec les jeunes,

les futurs professionnels aussi. Nous sommes également reconnus comme opérateur de l'Institut de la formation en cours de carrière. Nous y proposons des modules à destination des enseignants, des équipes de PMS, etc.

Même si l'on a en Belgique un cadre légal parmi les plus ouverts au monde, il est indispensable de continuer à parler de l'homosexualité pour en quelque sorte la banaliser. Les meurtres d'homosexuels sont encore fréquents.

Concrètement, il y a des formations d'une demi-journée ou de deux jours. En une demie journée, on peut aborder certaines questions, mais sans les approfondir. Nos formations peuvent se faire dans nos locaux ou à l'extérieur.

Débat

Intervention de la salle : Les formations que vous proposez sont-elles gratuites ?

Clémence Geva : Ça dépend du public. Elles sont gratuites pour les enseignants. Pour les PMS et les plannings, il y a une grille de prix sur notre site.

Intervention de la salle : Vous avez parlé de formations inclusives. À votre avis, faut-il intégrer ces modules dans les formations données par des généralistes ou les laisser à des spécialistes comme vous ? L'inclusion ne serait-elle pas favorisée si ces formations étaient dispensées par des généralistes, qu'il s'agisse des plannings ou d'autres acteurs ?

Xavier Wyns, Alter Visio : Qui peut parler d'homosexualité ? Les parents, les jeunes entre eux, des professionnels... Quels professionnels ? Tous, je pense. Les jeunes n'ont pas besoin d'une vision médicale mais de personne de confiance, que ce soit leur éducateur, leur professeur, leur animateur, etc. L'inclusion est quelque chose de très global. La question de l'identité sexuelle et de genre nous concerne tous, quelle que soit notre culture. Dans cette optique, l'inclusion a autant de sens pour un généraliste que pour un professionnel. Il n'existe pas de réponse exacte à la question de l'identité sexuelle ou de genre. On a tous un récit différent. La formation, c'est trouver des réponses les plus justes qui permettent à chacun de bien développer sa sexualité selon ce qu'il est.

Thierry Martin : L'idéal est en effet que les généralistes puissent aborder toute une série de thématiques, mais cela suppose non seulement d'être compétents et d'avoir les connaissances nécessaires, mais aussi d'être à l'aise avec les sujets. Ce n'est pas forcément évident. Il convient donc de trouver un équilibre entre spécialistes et généralistes. Il est évident que nous ne pouvons pas faire toutes les interventions en Fédération Wallonie-Bruxelles. Nous privilégions donc la sensibilisation et la formation des intervenants généralistes, mais on a aussi besoin des acteurs spécifiques.

Catherine Leboullenger : Je suis tout à fait d'accord avec ça. Il faut bien former les intervenants généralistes parce que la question de l'homosexualité ne doit pas être

abordée de front. Il vaut mieux passer par des moyens détournés, un roman, par exemple.

Ensuite il me semble qu'il y a une confusion entre identité et orientation. Un homosexuel est un homme et une lesbienne est une femme. L'identité reste masculine ou féminine. L'homosexualité est une orientation et pas du tout une identité.

Xavier Wyns, *Alter Visio* : Qu'est-ce qui vous dit que je suis un homme ? J'utilise souvent ce point d'accroche dans les écoles. Chez *Alter Visio*, en primaire, on utilise des thématiques d'identité pour se rendre compte qu'une identité se compose de nombreux éléments. On parle aussi de l'amour. Qu'est-ce qu'être amoureux en primaire ? On peut parler d'amour autour d'un livre de jeunesse. On aborde aussi les diversités familiales puisqu'en Belgique, de plus en plus d'enfants, ont deux papas, deux mamans ou sont issus de couples co-parentaux.

Dans le secondaire, le point d'accroche, c'est le harcèlement qui très vite débouche sur l'identité parce qu'il y a un lien fondamental entre les deux. On avance étape par étape pour travailler l'identité, les normes, le genre et les orientations sexuelles. On laisse les questions surgir sans tabou.

Intervention de la salle : À partir du mois de janvier, les tests de dépistage rapides du VIH seront disponibles librement en pharmacie. Y a-t-il eu des campagnes d'information et de sensibilisation à destination des pharmaciens ? Les gens sont susceptibles de se tourner vers eux après avoir fait le test.

Thierry Martin : Ce n'est pas simple. Les pharmaciens sont des prestataires de service et sont là pour accompagner les clients. Un modèle d'e-learning a été mis en ligne par l'Association des pharmaciens pour qu'ils puissent se former sur internet. Je ne suis pas certain que cela suffise. Il faut aussi proposer des actions concrètes d'informations et de sensibilisation : se voir, discuter. Nous sommes en train de préparer avec eux des modules de formation, comme cela s'est fait en France. Déjà ce n'est pas simple d'aller acheter un préservatif en pharmacie. Que dire alors d'un auto-test si, de surcroît, le résultat est positif et qu'il faut y retourner ? Avec le SPF Santé et l'Institut de santé publique, nous avons édité des documents de sensibilisation à l'attention des pharmaciens pour qu'ils puissent informer les clients sur les conditions d'utilisation de l'autotest mais aussi savoir vers qui orienter la personne pour confirmer le résultat et gérer les émotions en cas de découverte de la séropositivité.

Au-delà de la question des pharmaciens, il y a aussi tous les autres partenaires. Nous réfléchissons à la question des auto-tests avec la Fédération des centres de planning car ceux-ci ont également un rôle à jouer.

Fabienne Bloc : Ce qui me dérange un peu, c'est ce compartimentage de l'EVRAS. En tant qu'animatrice, je préférerais développer une approche citoyenne où l'animateur puisse aborder toutes les questions. M. Martin m'a donné l'impression qu'il pourrait y avoir des tabous dans le chef même de l'animateur qui imposerait le recours à des organisations particulières. La formation des animateurs ne pourrait-elle intégrer

cette approche globale, citoyenne de tous ces problématiques qui sont au cœur du sujet humain ?

Thierry Martin : Effectivement, une approche globale serait idéale mais n'est-ce pas illusoire ? Si on veut aborder le thème de l'homosexualité, par exemple, il faut être à l'aise avec cette question, sinon il vaut mieux ne rien faire. Cela signifie aussi discuter avec une association qui a une expertise en la matière. Ça ne veut pas dire nécessairement que cette association doit aller dans les classes, mais simplement qu'une discussion avec elle est importante. C'est la même chose pour le VIH. Ensuite, si le module de formation élaboré entre l'équipe du planning ou de l'école et la structure spécialisée a porté ses fruits, il est possible que l'équipe du planning aborde ces sujets avec plus de sérénité. C'est d'ailleurs le but recherché. Mais, pour certaines thématiques plus sensibles, cela peut prendre du temps.

Clémence Geva : Je suis tout à fait d'accord. L'objectif de notre organisation est d'informer les animateurs qui ignorent parfois ce qui existe. Quand on parle d'inclusion, cela implique aussi de modifier certaines images mentales et ne plus associer, par exemple, le mot couple à un homme et une femme. Un couple ça peut être deux hommes, deux femmes ou un homme et une femme.

Gaëtan De Laever : J'aimerais que les centres de plannings et leurs homologues des CPMS et CPSE soient des généralistes de l'EVRAS qui puissent, pour des questions particulières, appeler en renfort des équipes spécialisées si nécessaire.

L'ensemble du secteur social doit être capable de s'organiser pour aller au-delà des interventions ponctuelles. Il faudrait un moment coordonner toutes nos actions sur ces thématiques, et favoriser la concertation.

La concertation des acteurs, une garantie de qualité ? – Table ronde

INSTITUT PIERRE PAULUS

Dominique LEONARD, enseignante

J'enseigne à l'Institut Pierre Paulus depuis 36 ans, qui est une école multiculturelle où le choc des cultures est parfois très vif. Nous faisons divers types d'animations sur demande. L'établissement était confronté à de nombreuses difficultés. Il y avait dans les classes beaucoup de problèmes relationnels à connotation sexuelle et de comportements violents. Régulièrement des élèves tombaient enceintes non seulement au troisième degré mais aussi au deuxième et même au premier. Nous recevions des demandes d'aide de la part de jeunes filles contraintes à des mariages forcés ou arrangés, mais également de la part garçons sur les IST. Les primo-arrivants masculins, de leur côté, choqués par le mode vestimentaire et le comportement des filles ne comprenaient pas les exigences de respect à leur égard. Nous devions répondre aussi au désarroi de certains professeurs face à des jeunes africaines, victimes de mutilations génitales ou de viol. Afin d'aider le corps enseignant à aborder ces problèmes avec les élèves, nous avons décidé, avec l'accord du PO et de la direction, de créer une cellule EVRAS au sein de l'école. Ce programme était prévu pour trois ans à raison d'une séance mensuelle de deux heures.

La cellule comprenait différents acteurs : une coordinatrice représentante de la Fédération, Michèle Keyaert, le PMS, le PSE de Saint-Gilles, des travailleurs de plusieurs AMO, ainsi que le CEMO, de différents centres de planning familial, des enseignants représentant les trois degrés et, enfin, le CEFA.

Le soutien du PO et de la direction, l'accompagnement tout au long du programme de la coordinatrice, la stabilité du noyau de la cellule, le temps libéré pour les réunions de coordination de projets et la régularité des séances figurent parmi les éléments qui ont facilité la mise en œuvre du travail. En outre, nous avons bénéficié de l'aide financière de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour organiser les animations, acquérir du matériel et faire intervenir des experts sur des thèmes particuliers.

Au rang des difficultés, je relèverais l'absence de salle de réunion et de local dédié à l'EVRAS, quelques soucis de communication entre la cellule, les enseignants et les éducateurs, la résistance de certains professeurs qui « oubliaient » une animation ou une visite, l'absentéisme tant de professeurs que d'élèves et l'absence d'éducateur au sein de la cellule. Les réunions de coordination, trop peu nombreuses, se limitaient souvent à gérer les problèmes de calendrier pour l'organisation des visites et négligeaient les discussions de fond. Nous regrettions aussi que personne ne soit disponible pour accueillir et guider les animateurs extérieurs.

Lieu de concertation et de réflexion, la cellule a permis de mettre en place un programme cohérent par degré impliquant tous les élèves du plein exercice et du CEFA, d'avoir des échanges entre intervenants et d'évaluer les projets. Les thématiques variées

répondaient autant à la demande des professeurs que des élèves. Au premier degré, les animations se faisaient en duo et traitaient en particulier de la puberté. Au deuxième degré, elles portaient sur la vie relationnelle et au troisième degré, sur la vie affective. À partir du deuxième degré, tous les élèves visitaient un planning familial.

Le travail sur plusieurs années permet d'appriivoiser les élèves. Ils étaient ravis de cette expérience et en demande d'informations. Plusieurs sont d'ailleurs retournés individuellement au planning familial ou au CEMO.

Nous avons également organisé plusieurs journées d'action dans l'école avec différents acteurs – les enseignants, les élèves, le PMS, le PSE : la journée mondiale contre le Sida le 1^{er} décembre, la Saint-Valentin, la journée mondiale des droits des femmes, le 8 mars.

Toutes les séances ont suscité de nombreux débats intéressants entre les élèves et leur a permis de pousser plus facilement les portes d'un PMS, d'un CPSE, d'une AMO, ou d'un planning familial.

Débat

Intervention de la salle, planning familial (Liège) : Durant votre exposé vous avez soulevé les difficultés rencontrées par l'école avant la création de la cellule EVRAS. Comment la cellule a-t-elle répondu à ces problèmes, par exemple à la question des mutilations génitales ?

Dominique Léonard : Je donne cours de français langue étrangère en DASPA pour les primo-arrivants. J'y ai rencontré des jeunes filles qui m'ont dit avoir subi des mutilations sexuelles et d'autres élèves se demandaient ce que cela signifiait. De ce fait, lors d'une visite au planning familial, l'animatrice a fait un exposé sur le sujet en le dédramatisant. La création de la cellule a mis les élèves en contact avec d'autres personnes, les professeurs n'étaient plus leur seule référence, les jeunes savaient à qui s'adresser. Cela a beaucoup facilité les choses. Malheureusement, l'école va fermer ; pour l'instant, nous continuons à mener quelques actions mais, comme nous allons changer de PO, on ne sait pas si l'expérience va pouvoir se poursuivre. Nous l'espérons.

Intervention de la salle : Les élèves participaient-ils à vos réunions ? Un délégué de chaque degré, par exemple ?

Soraya Kerrami, Institut Pierre Paulus : Non.

Intervention de la salle : Pourquoi ?

Soraya Kerrami : La question ne s'est pas posée. Nos élèves attendent tout de l'école. Les échanges que nous avons avec eux ils ne peuvent les avoir avec leurs parents. Quand ils discutent entre jeunes, il y a pas mal de violence. Le but premier de nos animations était de leur permettre de discuter de manière pacifiée, dans le respect de chacun, et qu'au bout du compte quelque chose de positif en ressorte. Nous avons procédé par étape et, à la fin, certains élèves qui avaient suivi les animations en 5^e, 6^e

et 7^e insistaient pour assister aux séances des 2^e pour que les plus jeunes se sentent plus à l'aise. Autrement dit, les jeunes ne participaient pas aux réunions de la cellule mais finalement certains ont pris de vraies initiatives vis-à-vis des plus jeunes et cela a très bien fonctionné. C'était une preuve de réussite.

M. Walravens : Je suis éducateur dans une école secondaire. Dans la mesure où les éducateurs sont aussi des personnes ressources pour les jeunes, quelle était leur place dans la cellule ?

Dominique Léonard : La participation à la cellule se faisait sur une base volontaire. Au départ, une éducatrice nous a rejoints puis elle a disparu. De manière générale, le courant passait assez mal avec les éducateurs. Nous en ignorons les raisons. Il est vrai qu'ils ne restaient jamais très longtemps dans l'établissement mais, globalement, ils ne souhaitaient pas trop s'investir dans le projet. C'est dommage. Ils interféraient même avec notre travail. Par exemple, l'année dernière, alors qu'ils avaient reçu le planning des animations et des visites à l'extérieur, ils sont encore arrivés à licencier les élèves. Ils ont pourtant un rôle très important à jouer. Il faudrait qu'ils assistent à ces réunions et s'impliquent dans la cellule.

Adèle Bracaval, CLPS de Mons-Soignies : J'imagine qu'avant la création de la cellule, il y avait pas mal de tensions entre l'équipe éducative et les élèves. La création de la cellule EVRAS a-t-elle amélioré le climat scolaire ?

Dominique Léonard : Oui. Les animations leur ont ouvert un espace de parole. Avec la perspective de la fermeture de l'école, nous leur avons aussi réservé de larges plages de discussion avec les enseignants et les animateurs. Par ailleurs, le fait qu'ils se soient tournés volontairement vers le planning familial est aussi une victoire.

Soraya Kerrami : Lors des premières animations, certains élèves refusaient que les professeurs soient présents. Leur parole était beaucoup plus libre avec les animateurs. Le statut de professeur était une barrière quasi insurmontable. Petit à petit, ils ont commencé à tolérer la présence du corps enseignant. Finalement, grâce aux animations, certains professeurs ont réussi à créer une relation de confiance et à établir une communication plus égalitaire.

Dominique Léonard : Cela dépend, En DASPA par exemple, les primo-arrivants tenaient absolument à ce que l'on soit présent. Nous étions leurs référents à l'école. Mais la présence des éducateurs lors des animations et des visites aurait été une plus-value. Ils ont un rôle différent du nôtre et ont un contact plus libre, plus privilégié avec les élèves.

ÉCOLE SAINTS-JEAN ET NICOLAS

Elena MITRI, psychologue

Je suis psychologue à l'école Saints-Jean-et-Nicolas, située à Schaerbeek. C'est un établissement secondaire spécialisé de type 1 et 2 qui accueille des élèves présentant des déficiences intellectuelles, de légères à profondes. Notre cellule EVRAS existe depuis bientôt trois ans. Les débordements sexuels récurrents de nos élèves ont motivé sa création. Avec mon collègue psychologue, nous avons tenté de gérer ces comportements mais nous manquions de repères, de cadre et de référents.

En décembre 2013, à la suite de nouveaux incidents, nous avons sollicité une aide extérieure. Avec Alain Joret, formateur spécialiste du handicap et de la sexualité, nous avons décidé de mettre cette cellule sur pied. En réfléchissant à ce qui convenait le mieux à notre réalité, et avec l'aide de la Fédération, nous avons constitué une équipe qui a suivi une formation de trois ans pour apprendre à gérer de manière autonome les différents incidents que nous pouvions rencontrer, mais aussi prendre en charge l'éducation sexuelle de nos élèves. Nous arrivons au terme de ces trois ans et allons bientôt voler de nos propres ailes. Nous sommes en tout cas mieux armés et outillés qu'à l'époque.

Lors de l'installation de la cellule, nous avons fait appel à des volontaires au sein de l'établissement. Nous souhaitions avoir des représentants de chaque section afin de profiter de leur savoir-faire. Comme nous avons des élèves autistes, trisomiques, d'autres avec des handicaps légers, nous ne pouvons répondre de la même manière à leurs besoins. Notre cellule comprend six membres du personnel scolaire : les deux psychologues, une logopède et plusieurs enseignants. Chaque section est représentée ainsi que quelques personnes extérieures, notamment l'infirmière de notre centre PMS, Alain, qui est toujours avec nous, et Ülkü du centre de planning familial Josaphat avec lequel nous collaborons beaucoup.

Ülkü DURSUN, Centre de planning familial Josaphat à Schaerbeek

J'ai rejoint la cellule en 2014, peu après la création de la cellule. Créer une cellule EVRAS est incontestablement un gage de qualité mais il y a des préalables indispensables pour que l'expérience soit profitable : le soutien de la direction, un bon cadre, des personnes engagées et motivées, etc. Comme la participation se fait sur une base volontaire, les membres sont prêts à fournir du temps et à payer de leur personne. Faire de l'EVRAS, c'est d'abord s'interroger sur soi, sur sa propre sexualité. Cela nécessite un minimum d'introspection. La cellule est un temps d'échanges, de don de soi. La qualité tient aussi à la valorisation du travail dans le secteur. S'il est important de se sentir reconnu, la reconnaissance passe d'abord par la connaissance, connaissance de soi et des autres. Dans ces cellules, on se donne du temps pour se connaître, pour évaluer la sensibilité et les spécificités de chacun. Et quand on se connaît, on finit par se reconnaître.

Concrètement, la cellule est un lieu d'écoute et d'informations, de formation, de soutien et de lien. C'est une sorte de répétition à plus petite échelle de ce que l'on va expérimenter avec les élèves. En planning, en tant que psychologue et animatrice, nous

mettons l'accent sur la fabrication du lien et on l'expérimente au sein de la cellule. C'est important parce que cela suscite un sentiment de confort et de sécurité entre les participants.

Mon rôle dans ce projet était d'apporter une expertise EVRAS acquise jusque-là dans l'enseignement ordinaire, et une connaissance d'intervention dans le multiculturel. Dans le Groupe Santé Josaphat, nous rencontrons beaucoup de jeunes issus de l'immigration et avons acquis une certaine compétence. Pourtant, au final, il me semble avoir plus appris que donné. Pour moi, c'est une expérience très riche.

Nos animations se sont améliorées au fil du temps. Nos premières interventions ont été suivies d'une pause afin de circonscrire les questions et les besoins des élèves que j'ai transmis à mon équipe. Nous sommes revenues au bout d'un an et avons lancé des animations dans cinq ou six classes ; elles étaient beaucoup plus réfléchies, mieux ciblées et reposaient sur la concertation. Elles ont donné lieu aussi à des orientations individuelles. Mes collègues et moi-même avons reçu des élèves pour des entretiens individuels sur différents sujets : l'amour, les premiers rapports sexuels, etc. Cela a débouché aussi sur des rendez-vous avec des gynécologues, entre autres pour les questions de contraception. Le jeune était toujours accompagné soit par moi-même soit par quelqu'un de l'école. Nous avons été attentives à respecter une approche globale. Si une élève doit se rendre au planning familial, elle est accueillie ; s'il faut aller voir le médecin ensuite, on l'accompagne également. La co-consultation est une pratique de notre planning. Nous essayons d'offrir un cocon, un espace rassurant à la personne qui arrive, on crée du lien avant d'entreprendre des démarches concrètes.

Le but n'est pas de faire de chacun un expert en animation EVRAS, mais de sensibiliser les participants dans les écoles et dans tous les milieux concernés afin qu'ils puissent développer une attitude et une écoute EVRAS. Ensuite, il suffit d'orienter les jeunes vers les bonnes personnes. La cellule de Saints-Jean-et-Nicolas est désormais composée de personnes formées, outillées, qui s'autonomisent et continuent à se former.

Débat

Céline Danhier (SiDA'SOS) : Je voulais vous féliciter pour votre travail, c'est une très belle initiative. Je pense qu'il faut mobiliser et motiver les directions car il est indispensable que les membres de cellules disposent de temps pour se réunir. Y intégrer les éducateurs et les élèves est une idée intéressante à laquelle les futures cellules pourraient réfléchir. Vous disiez qu'après trois ans, une cellule est autonome. Est-ce suffisant ou faut-il l'accompagner plus longtemps, même si j'imagine que les contraintes budgétaires limitent la durée de la supervision ?

Elena Mitri : Le travail n'est pas fini au bout de trois ans. Nous sommes plusieurs au sein de l'école à avoir commencé une formation EVRAS ciblée sur les élèves souffrant d'un handicap profond, qui n'ont pas accès au langage. Nous avons passé trois ans avec Alain Joret mais nous continuerons à nous former.

Claudine Cueppens : Je voulais préciser qu'une cellule Evras est suivie en continu durant trois ans par un accompagnateur, après elle est censée fonctionner seule. La Fédération donne aussi la possibilité de bénéficier de supervision, d'intervision, pendant un temps presque indéterminé puisqu'une cellule a tenu pratiquement douze ans.

Elena Mitri : Il y a trois ans, nous étions démunis. Depuis lors, nous avons acquis un bagage important. Aujourd'hui, six classes, comprenant les élèves qui vont sortir de l'école, se déplacent et vont au planning mais, nous, en tant que cellule, faisons toujours des animations en classe. Plus le temps passe, plus nous nous sentons légitimes et outillées pour aborder tous les thèmes. Notre formation n'est sans doute pas terminée mais nous avons déjà appris pas mal de choses en trois ans.

Sophie Donnay, Service Phare : Comment s'opère la sélection des élèves qui assistent aux animations ? Y a-t-il une collaboration avec les familles ?

Elena Mitri : Les élèves n'ont pas le choix. Nous essayons de faire des animations dans chaque classe en laissant à chacun la liberté de parler et de participer. On se bat pour apparaître dans le règlement d'ordre intérieur de l'école.

Sophie Donnay : C'est inclus dans le programme ?

Elena Mitri : En principe, oui.

Ülkü Dursun : Pour les animations au planning, comme notre agenda est assez serré, nous ciblons les classes qui profiteront le plus de ces visites.

Sophie Donnay : Qu'en est-il du travail avec les parents ?

Elena Mitri : C'est très difficile, on essaye. Ils ne sont pas inclus dans la cellule EVRAS aujourd'hui. Un jour, peut-être.

Ülkü Dursun : Au planning, nous faisons de notre mieux pour rencontrer les familles quand c'est nécessaire. Je pense notamment à une jeune fille dont l'origine culturelle pouvait constituer un obstacle à la contraception. Avec les psychologues de l'école, nous avons mis en place une concertation et, finalement, c'est la mère elle-même qui a accompagné sa fille au planning pour obtenir des contraceptifs.

Intervention de la salle : Je propose systématiquement aux directions d'organiser des soirées débats lors de l'ouverture de la cellule pour présenter l'EVRAS et le rôle de la cellule aux parents. Dans les écoles fondamentales, nous avons eu beaucoup de participants. De plus, la cellule est toujours inscrite dans le projet de l'établissement, ce qui donne une légitimité face aux parents pour parler d'EVRAS.

Comment fait-on pour couvrir tous les cycles dans une école ? À Pierre Paulus, jusqu'à six plannings ont collaboré pour permettre à tous les élèves de bénéficier d'animations soit dans l'école soit au planning. La mutualisation des plannings entre eux est un des avantages de la cellule. Ce n'était pas le cas auparavant ou de façon

ponctuelle. Comme on souhaite intervenir dans tous les cycles, les partenariats entre plannings et centre PMS sont un très bon point de départ.

Alain Joret : Je voudrais souligner une spécificité. Dans l'école ordinaire, la sexualité fait partie de manière évidente de l'avenir des jeunes tandis que dans l'enseignement spécialisé c'est encore un combat à gagner. De plus, grâce aux cellules EVRAS, les établissements scolaires s'ouvrent vers l'extérieur. Elles permettent de voir ce qui se fait ailleurs et créent des contacts avec d'autres.

Intervention de la salle : Je suis infirmière en centre PMS et je m'interroge sur la place du PMS dans la cellule EVRAS car les animations en classes font également partie de nos prérogatives.

Elena Mitri : L'infirmière du PMS fait partie de la cellule EVRAS et participe aux animations comme n'importe quel autre membre. Le PMS de notre école ne réalise pas d'animation propre, essentiellement par manque de temps, mais profiter de son regard extérieur sur nos activités est enrichissant.

Ülkü Dursun : En planning aussi, le travail du PMS et du PSE est un préalable au bon déroulement des animations. Ils passent dans les classes et préparent notre intervention. La collaboration avec les PMS et le PSE fait partie de notre programme.

Dominique Léonard : Dans notre école, la présence du PMS à nos réunions a augmenté sa visibilité et lui a donné une place privilégiée dans les interactions avec les élèves.

POINT D'APPUI EVRAS

Mélissa CHEBIEB, Centre Bruxellois de Promotion de la Santé (CBPS) de Bruxelles

Avec ma collègue, Dominique Werbrouck, nous sommes responsables du point d'appui aux écoles en matière d'EVRAS, dont l'une de nos missions est de mettre en place une concertation entre opérateurs de terrain. La dernière question soulignait opportunément l'utilité de la concertation entre les opérateurs de terrain pour définir la place de chacun dans un domaine par essence intersectoriel. Ces intervenants, qui ont peut-être des pouvoirs subsidiaires différents, n'ont pas forcément l'habitude de travailler ensemble même si leur collaboration est parfois prescrite.

Les partenaires de la coordination bruxelloise sont le CAFRA, le planning du Midi, le PMS communal de Schaerbeek, le PMS libre de Saint-Gilles, le planning d'Ixelles, celui de Laeken, la Plate-Forme Prévention Sida, Alter Visio et le GAMS.

Cette mission nous a été « confiée » par les pouvoirs publics et, pour participer à la généralisation de l'EVRAS, nous avons dû mobiliser des acteurs. Lors de notre première rencontre, nous avons dû expliquer que nous n'étions pas des experts de l'EVRAS mais un dispositif, prévu pour deux ans, destiné à favoriser la concertation et l'intersectorialité. Dans leur grande cohérence en effet, les politiques ont souhaité

mettre en place des logiques de concertation qui prennent du temps mais dans un temps déterminé !

La première étape de notre travail a été de se connaître et de se répartir les tâches. À l'initiative d'un des membres, nous avons voyagé d'institution en institution pour tenir nos réunions. Nous avons réussi à créer un climat convivial où chacun connaît la portée du mandat des uns et des autres et la façon de les interpeller. Très rapidement nous avons décidé d'organiser ensemble une matinée, intitulée « Bruxelles, un melting pot de pratiques EVRAS : croisons nos regards », pour réunir tous les opérateurs bruxellois autour de quatre questions : « quelle collaboration entre les acteurs de l'EVRAS à Bruxelles ? », « quelles articulations entre les différentes thématiques présentes dans l'EVRAS ? », « quelle place pour la participation des jeunes et/ou des parents ? » et « comment prendre en compte les contextes lors des projets EVRAS ? ». Les conclusions de cette rencontre sont très proches des recommandations présentées hier. Nous constatons donc que les besoins des écoles et des opérateurs EVRAS se rejoignent sur plusieurs points comme la nécessité de se concerter, d'avoir une politique de prévention générale et globale au sein de l'établissement scolaire, de soutenir les formations, etc.

La perspective est de pouvoir renouveler l'expérience pour favoriser les rencontres entre les différents secteurs et explorer l'EVRAS dans une optique de promotion de la santé à Bruxelles.

Pour conclure, je soulignerai que la concertation bruxelloise est une concertation d'opérateurs EVRAS. J'invite donc les opérateurs intéressés à nous rejoindre, tout en sachant que l'EVRAS bruxellois est encore en chantier.

EVRAS DANS L'ENSEIGNEMENT SPECIALISE

Élise MALEVE, Centre Liégeois de Promotion de la Santé

Notre CLPS travaille sur l'arrondissement de Liège et, contrairement à Bruxelles, une plateforme y existe depuis 2000 à la demande des opérateurs de terrain. Elle réunit quasi l'ensemble des opérateurs EVRAS de l'arrondissement, soit une quarantaine de structures. L'ensemble des centres de plannings familial, des CPMS, des SPSE, des services spécialisés et de jeunesse en sont membres. Nous essayons toujours de créer des réseaux intersectoriels.

La plateforme a réaménagé un bus des TEC et s'en sert comme outil pour aller à la rencontre des jeunes. Il se rend notamment dans l'enseignement spécialisé. Dans les écoles, chaque visite du bus est précédée d'une concertation et suivie d'une réunion d'évaluation. Comme je participe à ces réunions, j'ai pu identifier une série de difficultés et de besoins spécifiques à l'enseignement spécialisé.

Ensuite, à l'occasion d'une journée de sensibilisation organisée par la Fédération laïque pour l'ensemble des écoles, on s'est aperçu que l'arrondissement de Liège comptait proportionnellement davantage d'établissements spécialisés que les autres régions. Nous avons organisé avec le centre Handicap et Santé une présentation des outils EVRAS destinés aux opérateurs travaillant avec des personnes déficientes intellectuelles.

Les acteurs de l'enseignement spécialisé ont manifesté un grand intérêt pour l'EVRAS mais rencontraient aussi beaucoup de difficultés. Par conséquent, nous avons décidé de réunir les opérateurs de deuxième ligne experts de l'EVRAS et du handicap. Nous avons invité le centre de formation de la Fédération laïque et son centre de ressources « sexualités & handicaps », l'Association de recherche et d'action en faveur des personnes handicapées, et plus particulièrement le projet « Handicap et Santé », le centre de ressources wallon « Handicap et Sexualité » et le CLPS.

Pour le CLPS, c'était important de rassembler toutes ces personnes pour assurer la cohérence des actions sur le terrain, valoriser les compétences de chaque organisme et partager nos constats.

Le premier axe a consisté à affiner le diagnostic. Dans cette optique, nous avons établi un « cadastre ». Nous avons listé l'ensemble des écoles de l'enseignement spécialisé situées sur le territoire, déterminé la nature de leur public, etc. Nous avons réalisé neuf entretiens qualitatifs avec les directeurs, les enseignants et les infirmières de ces écoles. Le centre « Handicap et Santé » a contacté les services PSE et PMS qui avaient participé à la présentation d'outils pour recueillir leurs témoignages, et la Fédération laïque a fait une enquête quantitative auprès des centres de planning de notre arrondissement pour savoir où et comment ils intervenaient. Pour compléter cet état des lieux, deux rencontres avec les centres de planning et les CPMS de la plateforme qui avaient une expérience dans l'enseignement spécialisé sont venues enrichir considérablement le diagnostic. La mobilisation des plannings était importante et ils ont insisté pour rejoindre notre groupe de travail.

Parmi les informations recueillies, j'ai relevé cinq points qui me semblent les plus significatifs.

1. L'EVRAS fait partie du quotidien des équipes éducatives de l'enseignement spécialisé. Les enseignants abordent régulièrement les questions relationnelles, affectives et sexuelles avec leurs élèves. Pourtant, les écoles semblaient peu connaître le secteur. Elles ignorent les personnes qui font de l'EVRAS, les thématiques qu'elle recouvre, les approches développées, les ressources existantes. En même temps, de nombreuses personnes prennent ces aspects en charge dans ces établissements : les infirmières scolaires, les assistants sociaux, les ergothérapeutes, les logopèdes, etc. Cependant si les actions sont nombreuses et variées, elles sont rarement coordonnées.
2. L'enseignement spécialisé est confronté à des publics multiples. Les jeunes vivent des situations différentes et les classes sont souvent hétérogènes. Tout cela complique le travail. Les outils et les méthodologies doivent quasiment être adaptés à chaque jeune. Ce travail long exige beaucoup de réflexions de la part des équipes et des intervenants extérieurs et nécessite des formations spécifiques.
3. L'EVRAS est un outil majeur de réduction des inégalités sociales de santé. Nous avons évidemment constaté un lien entre déficience intellectuelle et précarité. Dans les écoles, nous avons rencontré beaucoup de précarité et les jeunes cumulent souvent un grand nombre de difficultés. Il est donc essentiel de travailler avec eux les codes sociaux et le développement des habilités sociales et, parallèlement, le respect de soi et des autres, la

capacité à dire non et l'estime de soi. Souvent ces jeunes se sentent inutiles et endossent la seule étiquette qu'on leur a jamais accolée : « je suis colérique », « je suis violent ».

4. La place des parents est une donnée non négligeable. Ces jeunes manquent souvent d'autonomie et les parents sont extrêmement présents. Pour eux, la question de la sexualité de leurs enfants peut être délicate à envisager. Les raisons sont compréhensibles : la peur que leurs enfants aient eux-mêmes des enfants et ne sachent pas s'en occuper, le désir de leur épargner un échec amoureux et un rejet. Les plannings s'interrogeaient pas mal sur les éventuels conflits de loyauté. Les jeunes pouvaient en effet se trouver coincés entre le discours d'espoir des plannings et les messages dissuasifs et décourageants des parents.

5. Enfin, l'importance de la formation des équipes éducatives. Les écoles, les enseignants, les éducateurs nous disaient être très peu formés et sensibilisés à l'EVRAS. Cette méconnaissance freine l'acquisition des compétences nécessaires à l'éducation affective, relationnelle et sexuelle des jeunes. Recevoir une demande, par exemple, requiert une certaine sensibilisation à l'EVRAS et la relayer nécessite de connaître les services existants. C'est pourquoi on ne peut que déplorer l'absence de cours d'EVRAS dans la formation de base des enseignants et des éducateurs. Cela explique en partie le découragement manifeste des enseignants, des SPMS et des SPSE qui ont pris le temps de se former et de s'outiller, et qui trouvent que leur travail n'est pas suffisamment reconnu et valorisé, et donc s'épuisent.

Nous nous sommes fixés comme objectifs de partager cet état des lieux avec les familles, les professionnels et les décideurs politiques pour leur faire prendre conscience des enjeux identifiés ; de valoriser les initiatives existantes pour permettre une certaine reconnaissance du travail accompli ; de faire connaître les ressources ; de poursuivre la sensibilisation des parents à l'EVRAS en leur ouvrant des espaces où ils peuvent s'exprimer ; de développer ou renforcer les partenariats entre les écoles, les opérateurs et les parents ; d'augmenter les compétences professionnelles des équipes éducatives et permettre aux opérateurs de prendre le temps de réfléchir à leurs pratiques. Cet échange de pratiques entre animateurs de plannings est à développer. Le centre de ressources wallon « Handicap et Sexualité » est d'ailleurs en train de le mettre en place.

Débat

Intervention de la salle : Les jeunes qui vivent en institution n'ont pas forcément de famille. Dans ce cas, comment s'opère le travail avec les institutions et les éducateurs ?

Sophie Donnay : On travaille avec les différentes institutions où sont placés les élèves, leurs éducateurs référents et les personnes qui s'en occupent.

Intervention de la salle : Ont-ils la même place que les familles dans les formations EVRAS ?

Sophie Donnay : Pour le moment, nous n'avons pas encore réussi à introduire les parents dans l'EVRAS à l'école, excepté pour les suivis individuels, où l'on collabore

avec eux et nous faisons en sorte qu'ils accompagnent leurs enfants au planning. Si les jeunes n'ont plus de parents, on travaille avec leurs responsables. S'ils sont en institution, ce sont les membres des institutions.

Intervention de la salle : Je suis éducateur en institution et nous possédons notre propre cellule EVRAS. Dans quelle mesure pourrions-nous collaborer avec votre cellule EVRAS pour coordonner et aligner nos actions, sachant que la vie en institution n'est pas la même qu'en milieu scolaire ?

Élise Malevé : C'est tout le rôle des concertations entre opérateurs. Je pense que c'est au niveau des concertations entre opérateurs d'une même région, où des liens professionnels et institutionnels peuvent s'organiser, que l'on peut envisager une coopération entre deux cellules afin d'avoir une certaine cohérence et une continuité entre leurs activités. C'est à ces deux niveaux de s'articuler.

Edité par la FLCPF/CEDIF, octobre 2017.

Transcription : Lydia ZAÏD

Réalisation : Claudine CUEPPENS

© Tous droits de reproduction réservés.

D/2017/12.700/2

Editeur responsable : G. De Laever – 34 rue de la Tulipe – 1050 Bruxelles



Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles



FLCPF-CEDIF

34 rue de la Tulipe – 1050 Bruxelles – 02 502 68 00

cedif@planningfamilial.net – www.planningfamilial.net